



INVITATION A SOUMISSIONNER

Sélection d'une firme internationale multidisciplinaire pour la conception de l'Outil de Planification Territoriale tenant compte de la Biodiversité (OPT BD)

Référence du dossier : 207/RFP/PNUD-APAA/2018

MADAGASCAR



Programme des Nations Unies pour le développement

Avril 2018

Section 1. Lettre d'invitation

Antananarivo, le 20 Avril 2018

Sélection d'une firme internationale multidisciplinaire pour la conception de l'Outil de Planification Territoriale tenant compte de la Biodiversité (OPT BD)

Chère Madame/Cher Monsieur,

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) vous invite par la présente à déposer une soumission dans le cadre de la présente invitation à soumissionner (RFP) relative à l'objet sus-référencé.

La présente RFP inclut les documents suivants :

- Section 1 – la présente lettre d'invitation
- Section 2 – les instructions destinées aux soumissionnaires (incluant la fiche technique)
- Section 3 – les termes de référence
- Section 4 – le formulaire de soumission
- Section 5 – les documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire
- Section 6 – le formulaire de soumission technique
- Section 7 – le formulaire de soumission financière
- Section 8 – le contrat de services professionnels, incluant les conditions générales

Votre offre, comprenant une soumission technique et une soumission financière, sous plis fermés et séparés, doit être déposée conformément à la section 2.

Prière également nous notifier votre participation par email à l'adresse suivante :

upm.mg@undp.org

Ladite notification doit être reçue par le PNUD au plus tard le **03 Mai 2018** et doit indiquer si votre société entend déposer une soumission. Si tel n'est pas le cas, le PNUD vous serait reconnaissant d'en indiquer la raison pour les besoins de la tenue de nos dossiers.

Nous vous prions de bien vouloir noter que le délai de soumission des offres techniques et financières est fixé au 14 Mai 2018 à 15h00', heure de Antananarivo, Madagascar.

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

Par courrier :

PNUD - PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
MAISON COMMUNE DES NATIONS UNIES
BP 1348 - RUE DR RASETA, ROUTE DE MAJUNGA
ANTANANARIVO/MADAGASCAR

Les enveloppes contenant la soumission financière et la soumission technique DOIVENT ETRE COMPLETEMENT SEPAREES et chacune doit être remise fermée et clairement revêtue de la mention « SOUMISSION TECHNIQUE » ou « SOUMISSION FINANCIERE », selon le cas. Chaque enveloppe doit clairement indiquer le nom du soumissionnaire et la référence de l'appel d'offre 207/RFP/PNUD-APAA/2018.

Si vous avez reçu la présente RFP dans le cadre d'une invitation directe du PNUD, sa transmission à une autre entreprise nécessite que vous notifiiez au PNUD une telle transmission et le nom de la société destinataire de l'invitation.

Dans l'hypothèse où vous auriez besoin d'explications, nous vous invitons à transmettre vos questions à l'adresse email suivante : upm.mg@undp.org.

Le PNUD attend avec intérêt votre soumission et vous remercie d'avance de l'attention que vous portez aux opportunités commerciales proposées par le PNUD.

Cordialement,

Deputy Resident Representative/Operations

Section 2 : Instructions destinées aux soumissionnaires¹

Définitions

- a) « *Contrat* » désigne l'accord qui sera signé entre le PNUD et le soumissionnaire retenu, et l'ensemble des documents y annexés, y compris les conditions générales (CG) et les annexes.
- b) « *Pays* » désigne le pays désigné dans la fiche technique.
- c) « *Fiche technique* » désigne la partie des instructions destinées aux soumissionnaires qui contient les conditions de la procédure de soumission qui sont propres aux exigences de la RFP.
- d) « *Jour* » désigne un jour civil.
- e) « *Gouvernement* » désigne le gouvernement du pays qui recevra les services prévus au contrat.
- f) « *Instructions destinées aux soumissionnaires* » (section 2 de la RFP) désigne le jeu complet de documents qui fournit aux soumissionnaires l'ensemble des informations nécessaires et des procédures à suivre dans le cadre de la préparation de leur soumission.
- g) « *LDI* » (Section 1 de la RFP) désigne la lettre d'invitation adressée par le PNUD aux soumissionnaires.
- h) « *Dérogation importante* » désigne tout contenu ou caractéristique de la soumission qui diffère de manière significative d'un aspect ou d'une exigence essentiel de la RFP et qui (i) modifie de manière substantielle le contenu et la qualité des exigences ; (ii) limite les droits du PNUD et/ou les obligations de l'offrant ; et (iii) porte atteinte à l'impartialité et aux principes de la procédure d'achat, de sorte que la position concurrentielle d'autres offrants s'en trouve affaiblie.
- i) « *Soumission* » désigne la réponse du soumissionnaire à l'invitation à soumissionner, y compris le formulaire de soumission, la soumission technique et financière, ainsi que l'ensemble des autres documents qui doivent y être joints aux termes de la RFP.
- j) « *Soumissionnaire* » désigne toute personne morale susceptible de déposer ou ayant déposé une soumission au titre de la fourniture des services demandés par le PNUD par l'intermédiaire de la présente RFP.
- k) « *RFP* » désigne l'invitation à soumissionner comprenant des instructions et des références préparées par le PNUD pour les besoins de la sélection du prestataire de services le mieux à même de fournir les services décrits dans les termes de référence.
- l) « *Services* » désigne l'ensemble des tâches et produits livrables demandés par le PNUD aux termes de la RFP.

¹ Remarque : la présente section 2 - Instructions destinées aux soumissionnaires – ne peut faire l'objet d'aucune modification. **Toute modification nécessaire pour tenir compte d'informations spécifiques concernant le pays ou le projet ne peut être effectuée qu'à l'aide de la fiche technique.**

- m) « *Informations complémentaires à la RFP* » désigne une communication écrite qui est transmise par le PNUD aux soumissionnaires potentiels à tout moment après le lancement de la RFP mais avant la date-limite de dépôt des soumissions et qui contient des explications, des réponses à des demandes de renseignements reçues des soumissionnaires potentiels ou des modifications de la RFP.
- n) « *Termes de référence* » (TOR) désigne le document inclus dans la présente RFP à la section 3 qui décrit les objectifs, le contenu des services, les activités, les tâches à accomplir, les responsabilités incombant au soumissionnaire, les résultats et produits livrables escomptés et d'autres informations concernant l'exécution de l'éventail des prestations et services attendus du soumissionnaire retenu.

A. GENERALITES

1. Par les présentes, le PNUD sollicite des soumissions en réponse à la présente invitation à soumissionner (RFP). Les soumissionnaires doivent se conformer strictement à l'ensemble des exigences de la présente RFP. Aucun changement, aucune substitution ou autre modification concernant les règles et dispositions figurant dans la présente RFP ne peut être effectué ou supposé sans instruction ou approbation écrite du PNUD prenant la forme d'informations complémentaires à la RFP.
2. Le dépôt d'une soumission emportera reconnaissance par le soumissionnaire que l'ensemble des obligations prévues par la présente RFP seront respectées et, sauf indication contraire, le soumissionnaire a lu, compris et accepté l'ensemble des instructions figurant dans la présente RFP.
3. Toute soumission déposée sera considérée comme constituant une offre du soumissionnaire et ne vaudra pas ou n'emportera pas implicitement acceptation d'une quelconque soumission par le PNUD. Le PNUD n'est aucunement tenu d'attribuer un contrat à un quelconque soumissionnaire dans le cadre de la présente RFP.
4. Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des pratiques interdites, telles que la fraude, la corruption, la collusion, les pratiques contraires à l'éthique et l'obstruction. Le PNUD s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble des actes frauduleux et de corruption commis contre le PNUD et les tiers participant aux activités du PNUD. (Un exposé complet de ces politiques peut être consulté par l'intermédiaire des liens suivants :
http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/Transparency/UNDP_Anti-fraud_Policy_French_FINAL.pdf
et
<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions>).
5. Le PNUD exige de l'ensemble des soumissionnaires qui répondront à la présente RFP qu'ils se conduisent de manière professionnelle, objective et impartiale et qu'ils privilégient en toutes circonstances les intérêts du PNUD. Les soumissionnaires doivent strictement éviter tout conflit avec d'autres engagements ou leurs propres intérêts et ne pas tenir compte de travaux futurs. Tous les soumissionnaires qui s'avèreront être en situation de conflit d'intérêts seront éliminés. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les soumissionnaires et leurs sociétés affiliées seront considérés comme étant en situation de conflit d'intérêts vis-à-vis d'une ou de plusieurs parties dans le cadre de la présente procédure d'invitation à soumissionner lorsque :

5.1 *ils seront ou auront été par le passé liés à une société, ou à l'une de ses sociétés affiliées, ayant été engagée par le PNUD pour fournir des services au titre de la préparation de la conception, des spécifications, des termes de référence, de l'analyse/estimation des coûts et des autres*

documents devant être utilisés pour l'achat des biens et services dans le cadre de la présente procédure de sélection ;

- 5.2 ils auront participé à la préparation et/ou à la conception du programme/projet relatif aux services demandés aux termes de la présente RFP ; ou**
- 5.3 ils seront considérés comme étant en situation de conflit pour toute autre motif qui pourra être retenu par le PNUD ou à sa seule et entière discrétion.**

En cas d'incertitude concernant l'interprétation d'une situation susceptible de constituer un conflit d'intérêts, les soumissionnaires doivent en informer le PNUD et lui demander de confirmer s'il s'agit ou non d'une situation de conflit d'intérêts.

- 6. De même, les soumissionnaires doivent divulguer dans leurs soumissions les informations suivantes :
 - 6.1 s'ils sont les propriétaires, copropriétaires, dirigeants, administrateurs, actionnaires dominants de tout partenaire de réalisation recevant des services dans le cadre de la présente RFP ou si leur personnel clé fait partie de la famille d'un fonctionnaire du PNUD exerçant des responsabilités dans les fonctions d'achat et/ou le gouvernement du pays concerné ; et
 - 6.2 les autres situations susceptibles de donner lieu, réellement ou en apparence, à un conflit d'intérêts, une collusion ou des pratiques déloyales.

La non-divulgation de telles informations pourra entraîner le rejet de la ou des soumissions concernées.

- 7. L'admissibilité des soumissionnaires détenus totalement ou partiellement par le gouvernement dépendra de l'évaluation et de l'examen approfondis par le PNUD de divers facteurs tels que leur enregistrement en tant qu'entité indépendante, l'ampleur de la participation du gouvernement, la réception de subventions, leur mandat, l'accès aux informations dans le cadre de la présente RFP, ainsi que d'autres facteurs pouvant créer un avantage indu par rapport à d'autres soumissionnaires et entraîner le rejet final de la soumission.
- 8. Tous les soumissionnaires doivent se conformer au code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant :
<http://web.ng.undp.org/procurement/undp-supplier-code-of-conduct.pdf>

B. CONTENU DE LA SOUMISSION

9. Sections de la soumission

Les soumissionnaires doivent remplir, signer et déposer les documents suivants :

- 9.1 le formulaire de soumission (voir la section 4 de la RFP) ;
- 9.2 les documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire (voir la section 5 de la RFP) ;
- 9.3 la soumission technique (voir le formulaire prévu à cet effet dans la section 6 de la RFP) ;
- 9.4 la soumission financière (voir le formulaire prévu à cet effet dans la section 7 de la RFP) ;
- 9.5 la garantie de soumission, le cas échéant (si nécessaire et comme indiqué dans la **fiche technique** (FT aux n° 9 à 11), voir le formulaire prévu à cet effet dans la section 8 de la RFP) ;
- 9.6 toute pièce jointe/annexe à la soumission.

10. Explications relatives à l'invitation à soumissionner

- 10.1 Les soumissionnaires peuvent demander des explications relativement à tout document de la RFP jusqu'à la date indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 16), antérieurement à la date de dépôt des soumissions. Toute demande d'explication doit être envoyée par écrit et par messenger ou par des moyens de communication électroniques à l'adresse du PNUD indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 17). Le PNUD répondra par écrit, par des moyens de communication électroniques et transmettra une copie de sa réponse (y compris une explication de la demande de renseignements, mais sans en identifier l'auteur) à l'ensemble des soumissionnaires ayant confirmé leur intention de déposer une soumission.
- 10.2 Le PNUD s'efforcera de répondre rapidement aux demandes d'explication, sachant toutefois que toute réponse tardive de sa part ne l'obligera pas à proroger la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est justifiée et nécessaire.

11. Modification de l'invitation à soumissionner

- 11.1 A tout moment avant la date-limite de dépôt des soumissions, le PNUD pourra, pour quelque raison que ce soit, par exemple en réponse à la demande d'explication d'un soumissionnaire, modifier la RFP à l'aide d'informations complémentaires à la RFP. Tous les soumissionnaires potentiels recevront notification écrite de l'ensemble des modifications, ainsi que des instructions supplémentaires, par l'intermédiaire d'informations complémentaires à la RFP et selon la méthode prévue dans la **fiche technique** (FT, n° 18).
- 11.2 Afin de ménager aux soumissionnaires potentiels un délai raisonnable pour examiner les modifications dans le cadre de la préparation de leur soumission, le PNUD pourra, à sa seule et entière discrétion, proroger la date-limite de dépôt des soumissions, si la nature de la modification de la RFP justifie une telle prorogation.

C. PREPARATION DE LA SOUMISSION

12. Coût

Le soumissionnaire supportera l'ensemble des coûts liés à la préparation et/ou au dépôt de sa soumission, que celle-ci soit ou non retenue. Le PNUD ne sera en aucun cas responsable ou redevable desdits coûts, indépendamment du déroulement ou du résultat de la procédure d'achat.

13. Langue

La soumission, ainsi que toute correspondance connexe échangée entre le soumissionnaire et le PNUD, devront être rédigées dans la ou les langues indiquées dans la **fiche technique** (FT, n° 4). Toute documentation imprimée fournie par le soumissionnaire qui sera rédigée dans une autre langue que la langue indiquée dans la **fiche technique** devra être accompagnée d'une traduction dans ladite langue. Aux fins d'interprétation de la soumission, et en cas de différence ou de contradiction, la version traduite dans la langue de préférence fera foi. Lors de la conclusion d'un contrat, la langue de celui-ci régira les relations entre le prestataire et le PNUD.

14. Formulaire de soumission

Le soumissionnaire devra utiliser le formulaire de soumission fourni dans la section 4 de la présente RFP.

15. Format et contenu de la soumission technique

Sauf indication contraire figurant dans la **fiche technique** (FT, n° 28), le soumissionnaire devra structurer la soumission technique de la manière suivante :

- 15.1 Expertise de la société/de l'organisation. Cette section doit fournir des détails concernant la structure de direction de l'organisation, ses capacités/ressources organisationnelles et l'expérience de l'organisation/de la société, la liste des projets/contrats (achevés et en cours, nationaux et internationaux) analogues ou similaires aux exigences de la RFP, et la preuve de sa stabilité financière et du caractère adéquat de ses ressources pour fournir les services requis par la RFP (voir la clause 18 de la RFP et la FT, n° 26, pour de plus amples détails). Il en sera de même pour toute autre entité participant à la RFP dans le cadre d'une coentreprise ou d'un consortium.
- 15.2 Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution. Cette section doit démontrer la prise en compte par le soumissionnaire des termes de référence en identifiant les composants spécifiques proposés ; la manière dont il sera répondu aux exigences telles qu'indiquées, point par point ; la fourniture d'une description détaillée des modalités d'exécution essentielles proposées, l'identification des travaux/portions des travaux qui seront sous-traités ; et une démonstration de la manière dont la méthodologie proposée répond aux spécifications ou les dépasse, tout en garantissant l'adéquation de l'approche envisagée aux conditions locales et au reste de l'environnement opérationnel du projet. Cette méthodologie doit être présentée dans un calendrier d'exécution conforme à la durée du contrat, telle qu'indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 29 et 30).

Les soumissionnaires doivent avoir pleinement conscience du fait que les produits ou services dont le PNUD fait la demande pourront être transférés par le PNUD, immédiatement ou ultérieurement, aux partenaires du gouvernement ou à une entité désignée par ce dernier, conformément aux politiques et procédure du PNUD. Tous les soumissionnaires doivent par conséquent fournir ce qui suit dans leurs soumissions :

- a) une déclaration indiquant si des licences d'importation ou d'exportation sont requises au titre des biens devant être achetés ou des services devant être fournis, ainsi que toute restriction dans le pays d'origine ou concernant l'utilisation/la double utilisation des biens ou services, y compris toute cession à des utilisateurs finaux ; et
 - b) la confirmation que le soumissionnaire a obtenu une licence de cette nature par le passé et s'attend à obtenir l'ensemble des licences nécessaires, dans l'hypothèse où sa soumission serait retenue.
- 15.3 Structure de direction et personnel clé. Cette section doit inclure les curriculum vitae (CV) complets des membres du personnel clés qui seront affectés à la mise en œuvre de la méthodologie proposée, en définissant clairement les rôles et responsabilité de chacun au regard de ladite méthodologie. Les CV doivent indiquer les compétences et démontrer les qualifications des intéressés dans des domaines utiles au regard des termes de référence.

Dans le cadre de la présente section, le soumissionnaire assure et confirme au PNUD que le personnel désigné est disponible pour les besoins du contrat aux dates proposées. Le PNUD se réserve le droit de considérer la soumission comme étant non conforme si l'un des membres du personnel clé devient ultérieurement indisponible, sauf pour des raisons inévitables telles qu'un décès ou des problèmes de santé, entre autres possibilités. Toute substitution délibérée résultant de raisons inévitables, y compris d'un retard d'exécution du projet du programme non lié à une faute du soumissionnaire, ne pourra intervenir que si le PNUD accepte la justification avancée et approuve les qualifications du remplaçant dont les compétences devront être égales ou supérieures à celles de la personne remplacée.

15.4 Si la **fiche technique** exige la fourniture d'une garantie de soumission, celle-ci devra être jointe à la soumission technique. Le PNUD pourra confisquer la garantie de soumission et rejeter la soumission en cas de survenance d'un ou de plusieurs des cas suivants :

- a) si le soumissionnaire rétracte son offre pendant la durée de validité de la soumission indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 11), ou ;
- b) si le montant de la garantie de soumission s'avère être inférieur à ce qu'exige le PNUD aux termes de la **fiche technique** (FT, n° 9), ou ;
- c) si le soumissionnaire retenu s'abstient :
 - i. de signer le contrat après son attribution par le PNUD ;
 - ii. de respecter une modification des exigences décidée par le PNUD en application de la clause 35 de la RFP ; ou
 - iii. de fournir une garantie de bonne exécution, des assurances ou d'autres documents que le PNUD pourra exiger à titre de condition préalable à l'entrée en vigueur du contrat susceptible d'être attribué au soumissionnaire.

16. Soumissions financières

La soumission financière devra être établie à l'aide du formulaire type ci-joint (section 7). Elle devra énumérer l'ensemble des principaux éléments de coût liés aux services et fournir la composition détaillée desdits coûts. Les prix de tous les produits et activités décrits dans la soumission technique devront être fixés séparément pour chacun d'entre eux. Les produits et activités décrits dans la soumission technique et dont le prix ne sera pas indiqué dans la soumission financière seront considérés comme étant inclus dans les prix d'autres activités ou éléments, ainsi que dans le prix total final.

17. Devises

Tous les prix devront être libellés dans la devise indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 15). Toutefois, lorsque les soumissions seront libellées dans différentes devises, et pour les besoins de la comparaison de l'ensemble des soumissions :

- a) le PNUD convertira la devise indiquée dans la soumission dans la devise privilégiée par le PNUD à l'aide du taux de change opérationnel de l'ONU qui sera en vigueur à la date-limite de dépôt des soumissions ; et
- b) si la soumission jugée la plus conforme aux exigences de la RFP est libellée dans une devise différente de la devise privilégiée indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 15), le PNUD aura le droit d'attribuer le contrat dans sa devise privilégiée à l'aide de la méthode de conversion indiquée ci-dessus.

18.2 Les soumissions déposées par deux (2) soumissionnaires ou plus seront toutes rejetées par le PNUD dans chacun des cas suivants :

- a) s'ils ont au moins un associé, administrateur ou actionnaire dominant en commun ; ou
- b) si l'un d'entre eux reçoit ou a reçu de l'autre ou des autres une quelconque subvention directe ou indirecte ; ou
- c) s'ils possèdent le même représentant légal aux fins de la présente RFP ; ou
- d) s'il existe entre eux une relation qui, directement ou par l'intermédiaire de tiers communs, leur permet d'avoir accès à des informations ou d'influer sur la soumission d'un autre soumissionnaire dans le cadre de la présente procédure de RFP ;
- e) s'ils sont les sous-traitants de leurs soumissions respectives, ou si le sous-traitant d'une soumission dépose également une autre soumission en son nom et en tant que soumissionnaire principal ; ou
- f) si un expert proposé pour faire partie de l'équipe d'un soumissionnaire participe à plusieurs soumissions dans le cadre de la présente RFP. La présente condition ne s'applique pas aux sous-traitants inclus dans plusieurs soumissions.

18. Documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire

18.1 Le soumissionnaire devra fournir la preuve écrite de son statut de fournisseur admissible et qualifié à l'aide des formulaires figurant dans la section 5, formulaires des informations relatives au soumissionnaire. Pour les besoins de l'attribution d'un contrat à un soumissionnaire, ses qualifications doivent être documentées de manière jugée satisfaisante par le PNUD. Ceci signifie notamment :

- a) que, dans le cas d'un soumissionnaire proposant de fournir dans le cadre du contrat des biens qu'il n'a pas fabriqués ou produits de toute autre manière, le soumissionnaire doit avoir été dûment autorisé par le fabricant ou le producteur desdits biens à les fournir dans le pays de destination finale ;
- b) que le soumissionnaire doit avoir les capacités financières, techniques et de production nécessaires pour exécuter le contrat ; et
- c) que le soumissionnaire ne doit pas figurer, à sa connaissance, sur la liste 1267/1989 de l'ONU, sur la liste d'exclusion de l'ONU ou sur toute liste des fournisseurs suspendus ou radiés du PNUD.

19. Coentreprise, consortium ou partenariat

Si le soumissionnaire est un groupe d'entités juridiques devant former ou ayant formé une coentreprise, un consortium ou un partenariat lors du dépôt de la soumission, elles doivent confirmer dans le cadre de leur soumission : (i) qu'elles ont désigné une partie en tant qu'entité principale, dûment habilitée à obliger juridiquement les membres de la coentreprise de manière solidaire, ceci devant être démontré à l'aide d'un accord dûment authentifié entre lesdites entités juridiques qui devra être joint à la soumission ; et (ii) que si le contrat leur est attribué, il sera conclu entre le PNUD et l'entité principale désignée qui agira pour le compte de l'ensemble des entités membres de la coentreprise.

Une fois la soumission déposée auprès du PNUD, l'entité principale désignée pour représenter la coentreprise ne pourra pas être changée sans le consentement préalable et écrit du PNUD. En outre, ni l'entité principale, ni les entités juridiques membres de la coentreprise ne pourront :

- a) déposer une autre soumission à titre individuel ; ou
- b) en tant qu'entité principale ou membre d'une autre coentreprise déposant une autre soumission.

La description de l'organisation de la coentreprise/du consortium/du partenariat doit clairement définir le rôle prévu de chaque entité juridique composant la coentreprise dans le cadre de la satisfaction des exigences de la RFP, tant dans la soumission que dans l'accord de coentreprise. Le PNUD évaluera l'admissibilité et les qualifications de toutes les entités juridiques composant la coentreprise.

Si la coentreprise présente ses réalisations et son expérience dans le cadre de projets similaires à celui de la RFP, elle doit présenter ces informations de la manière suivante :

- a) ceux qui ont été réalisés par la coentreprise ; et
- b) ceux qui ont été réalisés par chacune des entités juridiques de la coentreprise censées participer à la fourniture des services définis dans la RFP.

Les contrats antérieurs exécutés par des experts qui sont intervenus à titre personnel mais qui sont liés de façon permanente ou qui ont été temporairement liés à l'une des sociétés membres ne peuvent pas être inclus dans l'expérience de la coentreprise ou du membre concerné et seuls lesdits experts peuvent en faire état dans la présentation de leurs qualifications personnelles.

Si la soumission d'une coentreprise est considérée par le PNUD comme étant celle qui est la plus conforme aux exigences de la RFP et qui propose le meilleur rapport qualité/prix, le PNUD attribuera le contrat à la coentreprise, au nom de son entité principale. L'entité principale signera le contrat pour le compte de l'ensemble des autres entités membres.

20. Variantes

Sauf indications contraires figurant dans la **fiche technique** (FT, n° 5 et 6), les variantes ne seront pas prises en compte. Si les conditions de son acceptation sont respectées ou si elle est clairement justifiée, le PNUD se réserve le droit d'attribuer un contrat sur la base d'une variante.

21. Durée de validité

La soumission devra demeurer valide pour la durée indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 8) à compter de la date-limite de dépôt des soumissions également indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 21). Une soumission assortie d'une durée de validité plus courte sera automatiquement rejetée par le PNUD et déclaré non conforme.

Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leurs soumissions. La demande et les réponses devront être écrites et seront considérées comme faisant partie intégrante des soumissions.

22. Conférence des soumissionnaires

S'il y a lieu, une conférence des soumissionnaires sera organisée à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués dans la **fiche technique** (FT, n° 7). Tous les soumissionnaires sont incités à y assister. Le compte rendu de la conférence des soumissionnaires sera publié sur le site Web du PNUD ou transmis aux sociétés qui se seront inscrites ou déclarées intéressées par le contrat, qu'elles aient ou non assisté à la conférence. Aucune déclaration orale formulée au cours de la conférence ne pourra modifier les conditions de la RFP, à moins

qu'une telle déclaration ne soit expressément inscrite dans le compte rendu de la conférence ou communiquée/publiée à titre de modification sous la forme d'informations complémentaires à la RFP.

D. DEPOT ET OUVERTURE DES SOUMISSIONS

23. Dépôt

- 23.1 Les enveloppes contenant la soumission financière et la soumission technique DOIVENT ETRE COMPLETEMENT SEPARÉES et chacune doit être remise fermée et clairement revêtue de la mention « SOUMISSION TECHNIQUE » ou « SOUMISSION FINANCIERE », selon le cas. Chaque enveloppe doit clairement indiquer le nom du soumissionnaire. Les enveloppes extérieures doivent indiquer l'adresse du PNUD, telle que fournie dans la **fiche technique** (FT, n° 20) et le nom et l'adresse du soumissionnaire, ainsi que l'avertissement suivant : « ne pas ouvrir avant l'heure et la date d'ouverture des soumissions », telles que précisées dans la **fiche technique** (FT, n° 24). Le soumissionnaire assumera la responsabilité de la perte ou de l'ouverture prématurée des soumissions résultant de leur non-fermeture ou de l'absence desdites mentions par sa faute.
- 23.2 Les soumissionnaires doivent déposer leurs soumissions de la manière décrite dans la **fiche technique** (FT, n° 22 et 23). Si l'acheminement d'une soumission est censé prendre plus de 24 heures, le soumissionnaire doit s'assurer qu'un délai suffisant a été ménagé pour respecter la date-limite de dépôt fixée par le PNUD. Pour les besoins de la gestion de ses dossiers, le PNUD retiendra à titre de date et d'heure officielles de réception d'une soumission la date et à l'heure effectives à laquelle la soumission sera arrivée physiquement dans les locaux du PNUD indiqués dans la **fiche technique** (FT, n° 20).
- 23.3 Les soumissionnaires déposant une soumission par courrier ou par remise en main propre devront mettre l'original et les copies de la soumission dans des enveloppes fermées séparées, respectivement revêtues de la mention « soumission originale » et de la mention « copie de la soumission ». Les 2 enveloppes devront ensuite être placées dans une enveloppe fermée. Le nombre de copies requises est celui qui est indiqué dans la **fiche technique** (FT, n° 19). En cas de différence entre le contenu de la « soumission originale » et celui de la « copie de la soumission », le contenu de la soumission originale prévaudra. La copie originale de la soumission devra être signée ou paraphée par le soumissionnaire ou la ou les personnes dûment autorisées à obliger le soumissionnaire, sur chaque page. L'autorisation devra être communiquée au moyen d'un document attestant d'une telle autorisation délivré par le plus haut dirigeant de la société, ou d'une procuration, jointe à la soumission.
- 23.4 Les soumissionnaires sont informés que le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation par le soumissionnaire concerné des conditions contractuelles générales du PNUD, telles qu'elles figurent dans la section 11 jointe aux présentes.

24. Date-limite de dépôt des soumissions et soumissions tardives

Les soumissions doivent être reçues par le PNUD à l'adresse et à la date et à l'heure limites qui sont indiquées dans la **fiche technique** (FT, n° 20 et 21).

Le PNUD ne tiendra pas compte des soumissions qui arriveront après la date-limite de dépôt des soumissions. Toute soumission reçue par le PNUD postérieurement à la date-limite de dépôt des soumissions sera déclarée tardive et sera rejetée et retournée non ouverte au soumissionnaire concerné.

25. Rétraction, remplacement et modification des soumissions

- 25.1 Il appartient exclusivement aux soumissionnaires d'examiner soigneusement et en détail la parfaite conformité de leurs soumissions aux exigences de la RFP, en gardant à l'esprit que d'importantes lacunes dans le cadre de la fourniture des informations requises par le PNUD, ou un manque de clarté dans la description des services devant être fournis, peuvent entraîner le rejet de leur soumission. Le soumissionnaire assumera la responsabilité de ses propres interprétations ou conclusions erronées se rapportant aux informations fournies par le PNUD dans le cadre de la RFP.
- 25.2 Un soumissionnaire pourra rétracter, remplacer ou modifier sa soumission postérieurement à son dépôt en envoyant une notification écrite conforme à la clause 23.1 et dûment signée par un représentant autorisé à cette fin, et devra joindre une copie de l'autorisation (ou une procuration). Le remplacement ou la modification de la soumission devra accompagner ladite notification écrite. Toutes les notifications devront avoir été reçues par le PNUD avant la date-limite de dépôt des soumissions, conformément à la clause 23.1 de la RFP (sachant toutefois que les notifications de rétractation ne nécessiteront aucune copie). Les enveloppes correspondantes devront être clairement revêtues de la mention « RETRACTATION », « REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 25.3 Les soumissions rétractées seront retournées non ouvertes aux soumissionnaires concernés.
- 25.4 Aucun soumissionnaire ne pourra rétracter, remplacer ou modifier sa soumission entre la date-limite de dépôt des soumissions et l'expiration de la durée de validité de sa soumission qu'il aura indiquée dans le formulaire de soumission, ou toute prorogation de ladite durée.

26. Ouverture des soumissions

Le PNUD ouvrira les soumissions en présence d'un comité ad-hoc constitué par le PNUD et comprenant au moins deux (2) membres. Si un dépôt électronique est autorisé, la procédure particulière d'ouverture des soumissions électroniques sera définie dans la **fiche technique** (FT, n° 23).

Les noms des soumissionnaires, les modifications, les rétractations, l'état des mentions/de la fermeture des enveloppes, le nombre de dossiers/fichiers et tout autre détail que le PNUD jugera utile seront annoncés à l'ouverture. Aucune soumission ne sera rejetée au stade de l'ouverture, sous réserve des soumissions tardives qui seront retournées non ouvertes aux soumissionnaires concernés.

27. Confidentialité

Les informations concernant l'examen, l'évaluation et la comparaison des soumissions, ainsi que la recommandation d'attribution du contrat ne seront pas divulguées aux soumissionnaires ou à d'autres personnes non officiellement concernées par une telle procédure, même après publication de l'attribution du contrat.

Tout effort d'un soumissionnaire visant à influencer le PNUD dans le cadre de l'examen, de l'évaluation et de la comparaison des soumissions ou des décisions d'attribution du contrat pourra entraîner le rejet de sa soumission, sur décision du PNUD.

Si un soumissionnaire n'est pas retenu, il pourra demander à se réunir avec le PNUD pour procéder à une analyse. Une telle analyse a pour objet d'évoquer les atouts et les faiblesses de la soumission du soumissionnaire afin de l'aider à améliorer la soumission présentée au PNUD. Le contenu d'autres soumissions et leur comparaison à la soumission du soumissionnaire ne seront pas évoqués.

E. EVALUATION DES SOUMISSIONS

28. Examen préliminaire des soumissions

Le PNUD examinera les soumissions afin de déterminer si elles sont complètes au regard des documents minimums requis, si les documents ont été dûment signés, si les soumissionnaires figurent ou non sur la liste des terroristes et des personnes qui financent le terrorisme du comité 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU et sur la liste des fournisseurs suspendus ou radiés du PNUD, et si les soumissions sont en ordre d'une manière générale, parmi d'autres indicateurs susceptibles d'être utilisés à ce stade. Le PNUD pourra rejeter toute soumission à ce stade.

29. Evaluation des soumissions

29.1 Le PNUD examinera les soumissions afin de s'assurer que l'ensemble des dispositions des conditions générales et des conditions particulières du PNUD auront été acceptées par les soumissionnaires, sans dérogation ou réserve.

29.2 L'équipe d'évaluation examinera et évaluera les soumissions techniques au regard de leur conformité aux termes de référence et à d'autres documents fournis, en faisant application des critères d'évaluation, des sous-critères et du système de points indiqués dans la **fiche technique** (FT, n° 32). Chaque soumission conforme recevra une note technique. Une soumission sera déclarée non conforme à ce stade si elle n'est pas essentiellement conforme à la RFP et, en particulier, aux exigences des termes de référence, ce qui signifie également qu'elle n'obtiendra pas la note technique minimum indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 25). Aucune modification ne pourra être apportée par le PNUD aux critères d'évaluation, aux sous-critères et au système de points indiqués dans la **fiche technique** (FT, n° 32) après réception de l'ensemble des soumissions.

29.3 Dans le cadre de la seconde étape, seules les soumissions financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimum seront ouvertes aux fins d'évaluation, de comparaison et d'examen. Les enveloppes de soumission financière correspondant aux soumissions n'ayant pas obtenu la note technique minimum seront renvoyées aux soumissionnaires concernées, non ouvertes. La note globale sera basée soit sur une combinaison de la note technique et de la note financière, soit sur la soumission financière la plus basse des soumissionnaires techniquement qualifiés. La méthode d'évaluation applicable dans le cadre de la présente RFP sera indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 25).

Si la fiche technique prévoit une méthode de notation combinée, la formule de notation des soumissions sera la suivante :

<p><u>Notation de la soumission technique (ST) :</u></p> <p>Notation de la ST = (note totale obtenue par la soumission / note maximum pouvant être obtenue par la ST) x 100</p> <p><u>Notation de la soumission financière (SF) :</u></p> <p>Notation de la SF = (prix offert le plus bas / prix de la soumission examinée) x 100</p> <p><u>Note combinée totale :</u></p> <p>(notation de la ST) x (coefficient de pondération de la ST, par ex. 70 %) + (notation de la SF) x (coefficient de pondération de la SF, par ex. 30 %)</p> <hr/> <p>Notation combinée et finale totale de la soumission</p>

29.4 Le PNUD se réserve le droit de se livrer à un exercice de vérification visant à s'assurer de la validité des informations fournies par les soumissionnaires. Une telle vérification devra être pleinement documentée et pourra notamment inclure l'ensemble ou toute combinaison des vérifications suivantes qui sont énumérées dans la **fiche technique** (FT, n° 33) :

- a) la vérification de la précision, de l'exactitude et de l'authenticité des informations fournies par un soumissionnaire dans les documents juridiques, techniques et financiers soumis ;
- b) la validation du degré de conformité aux exigences de la RFP et aux critères d'évaluation au regard de ce qui a été constaté à ce stade par l'équipe d'évaluation ;
- c) des demandes de renseignements et la vérification des références auprès d'organismes du gouvernement compétents vis-à-vis du soumissionnaire concerné, ou auprès de toute autre entité ayant pu avoir des relations d'affaires avec ledit soumissionnaire ;
- d) des demandes de renseignements et la vérification des références auprès d'autres clients antérieurs s'agissant de la qualité des prestations fournies dans le cadre de contrats en cours ou achevés ;
- e) l'inspection physique des bureaux, des succursales ou autres établissements d'un soumissionnaire dans lesquels il exploite son activité, avec ou sans préavis ;
- f) l'évaluation de la qualité de produits, travaux et activités en cours et achevés similaires aux besoins du PNUD, dans la mesure du possible ; et
- g) d'autres moyens que le PNUD pourra juger opportuns, à tout stade du processus de sélection, avant l'attribution du contrat.

30. Explications relatives aux soumissions

Afin de faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des soumissions, le PNUD pourra, à sa seule et entière discrétion, demander à tout soumissionnaire de fournir des explications sur sa soumission.

La demande d'explication du PNUD et la réponse devront être écrites. Nonobstant cette communication écrite, aucune modification des prix ou du contenu de la soumission ne pourra être demandée, proposée ou autorisée, sauf pour fournir des explications et confirmer la correction de toute erreur de calcul découverte par le PNUD lors de l'évaluation de la soumission, conformément à la clause 32 de la RFP.

Les explications non sollicitées qui seront fournies par un soumissionnaire au titre de sa soumission et qui ne constitueront pas une réponse à une demande du PNUD ne seront pas prises en compte lors de l'examen et de l'évaluation de sa soumission.

31. Conformité des soumissions

L'évaluation par le PNUD de la conformité d'une soumission sera basée sur son contenu.

Une soumission essentiellement conforme est une soumission qui respecte l'ensemble des conditions, TOR et autres exigences de la RFP sans dérogation, réserve ou omission importante.

Si une soumission n'est pas essentiellement conforme, elle sera rejetée par le PNUD et ne pourra pas être ultérieurement mise en conformité par le soumissionnaire en corrigeant la dérogation, réserve ou omission importante.

32. Défauts de conformité, erreurs réparables et omissions

A condition qu'une soumission soit essentiellement conforme, le PNUD pourra passer outre tout défaut de conformité ou toute omission de ladite soumission qui, de l'avis du PNUD, ne constituera pas une dérogation importante.

A condition qu'une soumission soit essentiellement conforme, le PNUD pourra demander au soumissionnaire concerné de fournir les informations ou les documents nécessaires, dans un délai raisonnable, pour rectifier les défauts de conformité ou omissions de la soumission liés à des exigences en matière de documentation. Une telle omission ne pourra pas se rapporter à un quelconque aspect du prix de la soumission. Le fait pour le soumissionnaire concerné de ne pas se conformer à une telle demande pourra entraîner le rejet de sa soumission.

A condition qu'une soumission soit essentiellement conforme, le PNUD corrigera les erreurs de calcul de la manière suivante :

- a) ***en cas de divergence entre le prix unitaire et le total du poste concerné, obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire prévaudra et le total du poste sera corrigé, sauf si le PNUD estime que la position de la virgule du prix unitaire est manifestement erronée, auquel cas le total du poste indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;***
- b) ***en cas d'erreur dans le calcul d'un total correspondant à l'addition ou à la soustraction de sous-totaux, les sous-totaux prévaudront et le total sera corrigé ;***
- c) ***en cas de divergence entre des montants en lettres et en chiffres, le montant en lettres prévaudra, sauf s'il est lié à une erreur de calcul, auquel cas le montant en chiffres prévaudra, sous réserve de ce qui précède.***

Si le soumissionnaire n'accepte pas une correction d'erreur à laquelle le PNUD aura procédé, sa soumission sera rejetée.

F. ATTRIBUTION DU CONTRAT

33. Droit d'accepter, de rejeter les soumissions ou de les déclarer non conformes

Le PNUD se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute soumission, de déclarer tout ou partie des soumissions non-conformes, et de rejeter toutes les soumissions à tout moment avant l'attribution du contrat, sans engager sa responsabilité ou être tenu d'informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de sa décision. En outre, le PNUD ne sera pas tenu d'attribuer le contrat à l'offre de prix la plus basse.

Le PNUD vérifiera également si les soumissionnaires figurent sur la liste récapitulative des personnes et entités liées à des organisations terroristes de l'ONU, la liste des fournisseurs suspendus ou radiés du registre des fournisseurs de la division des achats du Secrétariat des Nations Unies, la liste d'exclusion de l'ONU et toute autre liste pouvant être établie ou reconnue par la politique du PNUD en matière de sanction des fournisseurs, et rejettera immédiatement leurs soumissions le cas échéant. (Voir http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/procurement_protest/ pour obtenir de plus amples informations.)

34. Critères d'attribution

Avant l'expiration de la période de validité des soumissions, le PNUD attribuera le contrat au soumissionnaire qualifié ayant obtenu la note totale la plus haute dans le cadre de la méthode d'évaluation indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 25 et 32).

35. Droit de modification des exigences lors de l'attribution du contrat

Lors de l'attribution du contrat, le PNUD se réserve le droit de modifier la quantité des services et/ou biens dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.

36. Signature du contrat

Sous quinze (15) jours à compter de la date de réception du contrat, le soumissionnaire retenu devra signer et dater le contrat et le retourner au PNUD.

Le fait pour le soumissionnaire retenu de ne pas se conformer aux exigences de la clause 35 de la RFP et à la présente disposition constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du contrat et de confiscation de la garantie de soumission, le cas échéant. Dans ce cas, le PNUD pourra soit attribuer le contrat au soumissionnaire dont la soumission sera en deuxième position, soit solliciter de nouvelles soumissions.

37. Garantie de bonne exécution

Si elle est requise, une garantie de bonne exécution possédant le montant et la forme prévus à la section 9 devra être fournie au plus tard à la date-limite indiquée dans la **fiche technique** (FT, n° 14), le cas échéant. Lorsqu'une garantie de bonne exécution sera requise, sa fourniture et la confirmation de son acceptation par le PNUD constitueront une condition préalable à l'entrée en vigueur du contrat qui sera signé entre le soumissionnaire retenu et le PNUD.

38. Garantie bancaire de restitution d'avance

Sauf lorsque les intérêts du PNUD l'exigent, le PNUD préfère ne pas verser d'avances sur les contrats (autrement dit, effectuer des paiements avant d'avoir obtenu le moindre résultat). Si le soumissionnaire demande une avance lors de la signature du contrat, si une telle demande est dûment acceptée par le PNUD et si ladite avance dépasse 20 % du prix total de la soumission ou la somme de USD 300.000, le PNUD obligera le soumissionnaire à fournir une garantie bancaire d'un montant identique à celui de l'avance. Une garantie bancaire de restitution d'avance devra être fournie sous la forme prévue dans la section 10.

39. Contestation des fournisseurs

La procédure de contestation mise à la disposition des fournisseurs par le PNUD permet aux personnes ou sociétés auxquelles un bon de commande ou un contrat n'a pas été attribué dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence de faire appel. Si un soumissionnaire estime ne pas avoir bénéficié d'un traitement équitable, le lien suivant fournit des informations supplémentaires concernant les procédures de contestation mises à la disposition des fournisseurs par le PNUD : <http://www.undp.org/procurement/protest.shtml>

Instructions aux soumissionnaires

FICHE TECHNIQUE

Les données suivantes concernant les services devant être achetés compléteront ou modifieront les dispositions figurant dans les instructions destinées aux soumissionnaires. En cas de contradiction entre les instructions destinées aux soumissionnaires, la fiche technique et les autres annexes ou références jointes à la fiche technique, les dispositions de la fiche technique prévaudront.

N° de la FT. ²	Renvoi aux instructions	Données	Instructions/exigences particulières
1		Titre du projet :	Projet Approche Paysage Atsimo Andrefana (APAA)
2		Titre des services:	SELECTION D'UNE FIRME INTERNATIONALE MULTIDISCIPLINAIRE POUR LA CONCEPTION DE L'OUTIL DE PLANIFICATION TERRITORIALE TENANT COMPTE DE LA BIODIVERSITE (OPT BD)
3		Pays/région du lieu des travaux :	Madagascar
4	C.13	Langue de la soumission :	<input type="checkbox"/> Français
5	C.20	Conditions relatives au dépôt d'une soumission au titre de certaines parties ou sous-parties des TOR	<input type="checkbox"/> Interdit La soumission de deux (02) LOTS est obligatoire
6	C.20	Conditions relatives au dépôt d'une variante	<input type="checkbox"/> ne sera pas examinée
7	C.22	Une conférence préparatoire sera organisée le :	Non prévue. En cas de demande de clarification, merci d'adresser vos messages à upm.mg@undp.org
8	C.21	Durée de validité des soumissions à compter de la date de dépôt	<input type="checkbox"/> 120 jours
9	B.9.5 C.15.4 b)	Garantie de soumission	<input type="checkbox"/> Non Require

² Tous les numéros de la FT sont cités à titre de références dans les instructions destinées aux soumissionnaires. Tous les numéros de la FT qui correspondent à des données ne peuvent faire l'objet d'aucune modification. Seules les informations figurant dans la 3^{ème} colonne peuvent être modifiées par l'utilisateur. Si les informations sont sans objet, la 3^{ème} colonne doit indiquer « sans objet » mais ne peut pas être supprimée.

10	B.9.5	Types de garantie de soumission acceptables ³	<input type="checkbox"/> Garantie bancaire (voir le modèle de la section 8) <input type="checkbox"/> Tout chèque émis par une banque/chèque de banque/chèque certifié
11	B.9.5 C.15.4 a)	Validité de la garantie de soumission	120 jours à compter du dernier jour de dépôt des soumissions. Les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus seront restituées.
12		Avance lors de la signature du contrat	<input type="checkbox"/> Interdite
13		Indemnité forfaitaire	<input type="checkbox"/> Sera imposée aux conditions suivantes : Pourcentage du prix du contrat par jour de retard : 0.5% Nombre maximum de jours de retard : 30 jours Mesure suivante : Après quoi, le PNUD pourra résilier le contrat.
14	F.37	Garantie de bonne exécution	<input type="checkbox"/> Non Require
15	C.17 C.17b)	Devise privilégiée pour l'établissement des soumissions et méthode de conversion des devises	<input type="checkbox"/> Dollar des Etats-Unis (US\$) <input type="checkbox"/> Euro <input type="checkbox"/> Devise locale <i>Date de référence pour la détermination du taux de change opérationnel de l'ONU : Date de clôture des offres</i>
16	B.10.1	Date-limite de dépôt des demandes d'explication/questions	07 jours avant la date de dépôt.
17	B.10.1	Coordonnées de la personne à qui adresser les demandes d'explication/questions ⁴	Adresse de courrier électronique : upm.mg@undp.org
18	B.11.1	Mode de diffusion des informations complémentaires à la RFP et des réponses/explications demandées	<input type="checkbox"/> Communication directe aux soumissionnaires potentiels par courrier électronique
19	D.23.3	Nombre de copies de la soumission qui doit être fourni [si elles sont transmises par	Original : [01] Copies : [01] Clé USB (01)

³ Les cautionnements ou autres instruments délivrés par des institutions financières n'ayant pas le statut de banque sont ceux que le PNUD préfère le moins. Sauf indication contraire, ils devront être considérés comme n'étant pas acceptés par le PNUD.

⁴ La personne à contacter et son adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignement sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer que de telles demandes auront été officiellement reçues.

		messenger]	<p>Les enveloppes contenant la soumission financière et la soumission technique DOIVENT ETRE COMPLETEMENT SEPAREES et chacune doit être remise fermée et clairement revêtue de la mention « SOUSSION TECHNIQUE » ou « SOUSSION FINANCIERE », selon le cas.</p> <p>Chaque enveloppe doit clairement indiquer le nom du soumissionnaire et la référence de l'appel à soumissionner 207/RFP/PNUD-APAA/2018.</p> <p>Les enveloppes extérieures doivent indiquer l'adresse du PNUD ci-dessous avec mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »</p>
20	D.23.1 D.23.2 D.24	Adresse de dépôt des soumissions	<p>PNUD - PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT</p> <p>MAISON COMMUNE DES NATIONS UNIES 3^{ème} ETAGE</p> <p>BP 1348 - RUE DR RASETA, ROUTE DE MAJUNGA</p> <p>ANTANANARIVO/MADAGASCAR</p>
21	C.21 D.24	Date-limite de dépôt	<p>Date : 14 mai 2018</p> <p>Heure : 15h00 (heure de Antananarivo)</p>
22	D.23.2	Modalités autorisées de dépôt des soumissions	<p><input type="checkbox"/> Message/remise en main propre</p>
23	D.23.2 D.26	Conditions et procédures applicables au dépôt et à l'ouverture électroniques des soumissions, si cela est autorisé	Non applicable
24	D.23.1	Date, heure et lieu d'ouverture des soumissions	Non applicable
25	E.29.2 E.29.3 F.34	Méthode d'évaluation devant être utilisée pour la sélection de la soumission la plus conforme aux exigences	<p><input type="checkbox"/> Méthode de notation combinée, en utilisant une répartition 70 %-30 % entre la soumission technique et la soumission financière, respectivement</p> <p>Pour être techniquement qualifiée, la proposition technique doit obtenir au moins 70% de la note technique totale</p>
26	C.15.1	<p>Documents requis qui doivent être fournis pour établir l'admissibilité des soumissionnaires</p> <p>Ces documents sont obligatoires. L'absence d'un quelconque de ces documents entrainera l'élimination du soumissionnaire à l'étape préliminaire et donc du reste du processus d'évaluation.</p>	<p><input type="checkbox"/> Une présentation de l'entreprise avec une note méthodologique pour l'exécution de la mission; (Formulaire des sections 4, 5 et 6 à remplir obligatoirement) ;</p> <p><input type="checkbox"/> Calendrier d'exécution de la mission ;</p> <p><input type="checkbox"/> Une attestation d'immatriculation de l'entreprise (Numéro de Registre de commerce ou équivalent), ainsi que les statuts ou tout document équivalent si le soumissionnaire n'est pas une société ;</p>

			<ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Le document d'identification nationale ou équivalent ; Licence d'exploitation ou autre document légal autorisant l'entreprise à exercer ou équivalent ; <input type="checkbox"/> Un tableau reprenant une liste des prestations similaires durant les 3 dernières années et la valeur de leurs contrats (Nom de l'entreprise, intitulé du projet/mission, montant du marché, contacts des clients avec leurs noms, adresses email et numéro de téléphone) ; <input type="checkbox"/> Fournir une liste détaillée des experts qui seront affectés à cette mission, leurs responsabilités respectives ainsi que leurs qualifications (Joindre les CVs de tous les experts proposés suivant les TDRs) ; <input type="checkbox"/> Les états financiers certifiés les plus récents (état des résultats et bilan), au titre des 2 dernières années (2016 et 2017) démontrant de la capacité financière du prestataire. <input type="checkbox"/> Fournir une liste détaillée des équipements ou outils de travail disponibles pour une exécution satisfaisante du contrat. <input type="checkbox"/> Des coordonnées des personnes ou institutions auprès desquelles les références peuvent être vérifiées (adresses email, numéros de téléphone, fonction,) ; <input type="checkbox"/> Formulaire rempli : Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires). Voir pages 26-27 <p>Note : en cas de consortium, les documents devront être transmis pour les deux (02) entreprises y compris l'accord certifié de consortium</p>
27		Autres documents pouvant être fournis pour établir l'admissibilité du soumissionnaire	Voir ci-dessus C.15.1
28	C.15	Structure de la soumission technique	<p>Tous les documents de la Soumission doivent être signés, reliés et présentés de la manière suivante : (DISPOSITION OBLIGATOIRE)</p> <p>Première (1^{ère}) Partie : Offre Technique :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Formulaire de soumission signé (Voir Section 4) ; 2. Document établissant l'admissibilité : (Voir Section 5 et point ci-dessus C.15.1) ; avec les annexes concernés 3. Formulaire de Soumission Technique : (Voir Section 6) avec les annexes <p>Deuxième (2^{ème}) Partie : Offre Financière :</p> <p>Voir section 7 avec les annexes concernés</p>

29	C.15.2	Date-limite prévue pour l'entrée en vigueur du contrat	01 Juin 2018
30	C.15.2	Durée prévue du contrat (dates prévues de commencement et d'achèvement)	04 Mois
31		Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Un seul soumissionnaire Type de contrat à signer : Contrat de Service Professionnel Fiche descriptive du contrat (Biens et-ou Services) du PNUD <input type="checkbox"/> Les conditions générales des contrats (biens et/ou services) L'Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC) par le soumissionnaire est un critère d'attribution du marché. Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission. Suivre le lien ci-après pour le modèle de contrat avec les conditions générales : http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html
32	E.29.2 F.34	Critères d'attribution du contrat et d'évaluation des soumissions	<input type="checkbox"/> (Voir le tableau des critères d'évaluation ci-dessous de la page 24-27)
33	E.29	Mesures de vérification	<input type="checkbox"/> Vérification de la précision, de l'exactitude et de l'authenticité des informations fournies par un soumissionnaire dans les documents juridiques, techniques et financiers soumis ; <input type="checkbox"/> Validation du degré de conformité aux exigences de la RFP et aux critères d'évaluation au regard de ce qui a été constaté à ce stade par l'équipe d'évaluation ; <input type="checkbox"/> Demandes de renseignements et la vérification des références auprès d'organismes du gouvernement compétents vis-à-vis du soumissionnaire concerné, ou auprès de toute autre entité ayant pu avoir des relations d'affaires avec ledit soumissionnaire ; <input type="checkbox"/> Demandes de renseignements et la vérification des références auprès d'autres clients antérieurs s'agissant de la qualité des prestations fournies dans le cadre de contrats en cours ou achevés ; <input type="checkbox"/> Inspection physique des installations, de l'usine, des succursales ou autres établissements d'un soumissionnaire dans lesquels il exploite son activité, avec ou sans préavis ;

			<input type="checkbox"/> Contrôle et l'échantillonnage de biens achevés similaires aux besoins du PNUD, dans la mesure du possible ;
34		Conditions d'entrée en vigueur du contrat	<input type="checkbox"/> Acceptation des conditions générales du PNUD
35		Autres informations relatives à la RFP	<p>Suivre le lien ci-après pour le modèle de contrat du PNUD avec les conditions générales :</p> <p>http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html</p>

Tableau des Critères d'évaluation

Résumé des formulaires d'évaluation de la soumission technique		Coefficient de pondération de la note	Points maximum
1.	Expertise de l'entreprise/organisation	25 %	250
2.	Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution	40 %	400
3.	Structure de direction et personnel clé	32 %	320
4	Prise en compte de l'approche genre et de l'environnement	3%	30
Total			1000

Evaluation de la soumission technique Formulaire 1		Points maximum
Expertise de l'entreprise/organisation		
1.1	Réputation de l'organisation et du personnel / crédibilité / fiabilité / réputation dans le domaine concerné : <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 05 ans d'expérience dans le domaine de l'étude avec au moins 03 marchés similaires des montants supérieurs à 100 000 \$USD : 75 points - 3 à 5 ans d'expérience avec au moins 02 marchés similaires avec des montants supérieurs à 100 000 \$USD : 50 points - Moins de 3 ans d'expérience avec au moins 01 marché similaire avec des montants supérieurs à 100 000 \$USD : 25 points 	75
1.2	Capacité organisationnelle générale susceptible d'avoir une incidence sur la réalisation du projet : (stabilité financière ; consortium peu structuré, société holding ou une entreprise ; âge/taille de l'entreprise; solidité du soutien à la gestion du projet ; capacité de financement du projet ; moyens de contrôle de la gestion du projet) <ul style="list-style-type: none"> - Chiffre d'affaire annuel d'au moins 100 000\$USD avec une capacité de financement démontrée, consortium très structuré avec les tâches claires permettant l'atteinte des résultats, : 75 points ; 	75

	- Chiffre d'affaire annuel de moins 100 000\$USD avec une capacité de financement non démontrée, consortium peu structuré avec les tâches non précises ne permettant pas l'atteinte des résultats,... : 0 points	
1.3	Mesure dans laquelle des travaux seraient sous-traités (la sous-traitance comporte des risques supplémentaires susceptibles d'avoir une incidence sur la réalisation du projet mais elle permet d'avoir accès à des compétences spécialisées, à condition d'y procéder de la manière appropriée). Voir formulaire 6 <ul style="list-style-type: none"> - Aucune sous traitance (entreprise disposant de l'expertise au niveau interne) : 10 points ; - Sous traitance d'une partie des services de moins de 50% : 5 points ; - Sous traitance de plus de 50%: 0 points ; 	10
1.4	Procédures en matière d'assurance de la qualité, garantie (Information à détailler par le soumissionnaire dans son offre). Voir Formulaire 6	10
1.5	Utilité : <ul style="list-style-type: none"> - de connaissances spécialisées dans le domaine d'aménagement du territoire, SIG, biodiversité, environnement, ... : 40 points - d'une expérience dans le cadre de programmes/projets similaires d'au moins 5 ans (au moins 3 projets similaires) : 40 points Travail accompli pour le PNUD / d'importants programmes multilatéraux ou bilatéraux	80
		250

Evaluation de la soumission technique Formulaire 2		Points maximum
Méthodologie proposée, approche et plan d'exécution		
2.1	Dans quelle mesure le soumissionnaire comprend-il la tâche à accomplir ? Oui : 50 ; Non : 0	50
2.2	Conformité du plan de travail et de la méthodologie proposés avec les termes de référence <ul style="list-style-type: none"> - Compréhension de la mission (50 points) - Clarté (50 points) - Cohérence de l'approche (100 points) 	200
2.3	Plan de travail conforme à la méthodologie <ul style="list-style-type: none"> - Exhaustivité (70 points) - Clarté (20 points) - Cohérence (60 points) 	150
		400

Evaluation de la soumission technique Formulaire 3		Points Maximum
Structure de direction et personnel clé		
3.1	Chef de MISSION	110
		Note partielle
	Qualifications générales	100

	Adéquation au projet		
	- Expérience internationale d'au moins 10 ans dans la formulation de l'utilisation des terres, plans / plans de développement régionaux	30	
	- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de l'aménagement du territoire et dans l'utilisation des SIG et d'autres systèmes d'informations sur les terres, outils d'analyse et de prise de décision	60	
	- Familiarité avec les procédures du secteur public à Madagascar	10	
	- Connaissance linguistique (Français et l'anglais)		10
			110
3.2	Autres Experts clés confirmés		
			Note partielle
	Qualifications générales		200
	Adéquation au projet :		
	- Expérience d'au moins 5 ans : <ul style="list-style-type: none"> - Au moins 5 ans d'expérience en biodiversité et environnement (40 points) ; - Au moins 5 ans d'expérience en législation environnementale (40 points) ; - Au moins 5 ans d'expérience en tant que spécialiste en SIG (40 points) ; - Au moins 5 ans d'expérience en développement d'application webmapping (40 points) ; - Au moins 10 ans d'expérience en développement d'application Web, base de données et serveur (40 points) ; 	200	
	- Connaissance linguistique (suivant les exigences des Tdrs)		10
			210
	Total de la partie 3		320

Formulaire 4 : Critères environnementaux et Genre (A remplir obligatoirement par tous les soumissionnaires) – 30 points		
Autres informations concernant les critères environnementaux et de Genre:	Vos réponses	
	<i>Si Oui, prière donner une brève description</i>	<i>Si non, prière donner les dispositions en cours pour s'y conformer</i>
Votre entreprise a – t- elle une politique environnementale formelle? 3 points		
Avez-vous mis en place un système de gestion environnementale? Est-il certifié par la norme ISO 14001? 3 points		
Avez-vous une politique d'entreprise qui aborde spécifiquement les inégalités de genre, comme une politique de promotion spéciale de la main-d'œuvre féminine? 3 points		

Utilisez-vous ou avez-vous l'intention d'utiliser des sources d'énergie renouvelables dans le cadre de ce contrat? 3 points		
Avez-vous un programme de recyclage pour votre entreprise? 3 points		
Avez-vous investi dans des activités de développement communautaire? 3 points		
Pouvez-vous confirmer que votre entreprise n'a jamais été poursuivie pour violation de la législation environnementale dans les trois dernières années? 3 points		
Les matériaux à utiliser dans le cadre de ce contrat proviennent-ils de sources légales et gérées de manière durable? 3 points		
Est-ce que votre organisation conserve des dossiers sur les dangers environnementaux potentiels et des stratégies d'atténuation des systèmes en place pour réduire les risques environnementaux tels que les cancérigènes, irritants? 3 points		
L'emballage des matériaux à acheter dans le cadre de ce contrat sont-ils recyclés ou recyclables? 3 points		

Section 3 : termes de référence (TOR)

Projet Approche Paysage Atsimo Andrefana (APAA)

Sélection d'une firme internationale multidisciplinaire pour la conception de l'Outil de Planification Territoriale tenant compte de la Biodiversité

(OPT BD)

Contexte et justification

Le paysage forestier épineux et sec d'Atsimo Andrefana qui couvre une superficie de quelques 2,4 millions d'hectares est classée parmi les écosystèmes les plus distinctifs à Madagascar. C'est un écosystème fragile qui subit des pressions diverses.

Constituant un refuge important pour la biodiversité, les écosystèmes du paysage assurent aussi par leurs ressources naturelles la base de survie de la majorité de la population locale. De ce fait, les pressions accrues dues aux actions anthropiques (reconversion des terres forestières en terres de culture, exploitation, extraction minière...) rendent vulnérables les ressources restantes du paysage. En conséquence, il est crucial d'intégrer la gestion de la biodiversité dans le développement et d'influencer l'aménagement du territoire afin de contrôler les pressions dans les zones les plus sensibles du point de vue écologique : aires protégées (AP), zones adjacentes et corridors écologiques importants.

Conscient de l'importance de la biodiversité et le développement humain, un projet intitulé : « *Approche à l'échelle des paysages pour la conservation et la gestion de la biodiversité menacée à Madagascar axée sur le paysage forestier épineux et sec d'Atsimo-Andrefana* » est mis en œuvre dans la région par le gouvernement avec l'appui financier du PNUD-FEM. Le projet va adopter une approche à deux volets. Tout d'abord, il renforcera la gouvernance de l'utilisation des ressources au niveau paysager. Pour cela, il élaborera et **mettra en œuvre un plan de gestion de la biodiversité et des écosystèmes à l'appui du schéma régional d'aménagement du territoire à l'échelle des paysages** en incorporant explicitement les besoins en conservation de biodiversité et des processus écologiques. **Il recommandera les utilisations des terres en vue d'atténuer les menaces à partir d'un outil l'OPT BD.** Il collaborera avec les parties prenantes au niveau national et régional afin d'**impliquer les secteurs du développement ainsi que le secteur privé et négociera l'application des mesures environnementales et de conservation de la biodiversité afin d'atténuer les impacts des investissements de grande envergure sur les écosystèmes fragiles.**

Ensuite, le projet collaborera avec les communautés locales pour renforcer la conservation à base communautaire en abordant le problème des menaces sur les écosystèmes et la biodiversité en rapport avec les moyens de subsistance artisanaux. Il tiendra compte également de l'exclusion des communautés des processus décisionnels concernant les projets économiques de grande

envergure en sensibilisant les communautés à leurs droits à la consultation publique. Le projet travaillera avec les communautés pour établir des « Aires Protégées Communautaires » (APC) multi-usages et mettra en place le cadre institutionnel nécessaire pour la gestion ainsi que des mesures pour assurer l'utilisation durable des ressources naturelles tout en renforçant la participation locale aux processus décisionnels.

L'outil OPT BD est un outil de planification territoriale pour la biodiversité. Il s'emploie à faciliter la mise en œuvre de l'approche à l'échelle des paysages avec la pleine participation des parties prenantes de tous les secteurs (décideurs gouvernementaux, ONG, investisseurs du secteur privé, société civile). Il apportera des informations territoriales géo-référencées qui seront accessibles en ligne et au public. Cela permettra de prendre des décisions en toute connaissance de cause relativement à la planification territoriale, d'assurer le suivi de l'état de l'environnement et garantira un système d'alerte lorsqu'il y aura des violations des ressources naturelles et des réglementations forestières. Cela permettra de lutter contre les menaces à la perte de la biodiversité en temps réel. L'outil permettra en d'autres termes de dispenser des conseils concernant les empreintes écologiques des projets et évaluera leurs effets sur la biodiversité.

Dans l'optique de la création de l'outil OPT BD mentionné dans le premier volet décrit ci-dessus, l'équipe de coordination du programme effectué par le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts (MEEF) à travers la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, le PNUD en tant qu'agence choisie par le Gouvernement Malagasy pour l'exécution du projet, recrute une firme internationale multidisciplinaire spécialisée dans le domaine de la planification territoriale et du webmapping suivant les détails prévus dans le présent terme de référence.

1. OBJET DE LA PRESTATION

Objectif général

Ce terme de référence présente les attentes du projet APAA concernant la création d'un outil de Planification Territoriale tenant compte de la Biodiversité (OPT BD) dans la Région Atsimo Andrefana qui sera administré par l'Observatoire OBER après sa création. A ce sujet, il a comme objectif principal de concevoir et de mettre en ligne l'outil OPT BD.

Objectifs spécifiques

De manière spécifique, la prestation aura comme objectif de :

1. entreprendre un examen des outils actuels de planification de l'utilisation des terres à l'échelle du paysage, axés sur les BD / LD, comme base pour l'élaboration du nouvel outil afin d'assurer que le projet s'appuie sur des technologies et des leçons de pointe éprouvées à l'échelle internationale
2. élaborer le cahier des charges de l'OPT BD en consultation des parties prenantes
3. évaluer les capacités des parties prenantes pour l'exploitation, l'alimentation et la gestion de l'OPT BD et élaboration d'un plan de renforcement de capacité ;

4. mettre en place un système d'entretien, de maintenance et de mise à jour automatique de l'OPT BD ;
5. renforcer les capacités des personnes ressources que le projet juge pertinentes dans le domaine environnant le webmapping, le web, le design, ... ;
6. former les membres de l'équipe technique restreinte (ETR) et d'autres personnes ressources que le projet juge pertinentes dans la validation et le test des logiciels selon les normes internationales existants ;
7. effectuer un transfert de compétence sur l'utilisation et l'administration de l'OPT BD ;
8. effectuer un transfert de compétence au niveau national à travers un consortium avec une firme nationale travaillant dans le domaine.

2. RESULTATS ATTENDUS

Le présent appel d'offres vise à obtenir d'une firme nationale / internationale une expertise technique comprenant les services suivants :

1. conception et la mise en ligne de l'outil de planification territoriale pour la biodiversité (OPT BD) ;
2. mise en place d'un système d'entretien, de maintenance et de mise à jour automatique de l'OPT BD ;
3. évaluation des capacités des parties prenantes pour l'exploitation, l'alimentation et la gestion de l'OPT BD et élaboration d'un plan de renforcement de capacité ;
4. renforcement des capacités des personnes ressources que le projet juge pertinentes dans le domaine environnant le webmapping, le web, le design, ... ;
5. formation des membres de l'ETR et d'autres personnes ressources que le projet juge pertinentes dans la validation et le test des logiciels selon les normes internationales existants ;
6. transfert de compétence sur l'utilisation et l'administration de l'OPT BD ;
7. transfert de compétence au niveau national à travers un consortium avec une firme nationale travaillant dans le domaine
8. l'OPT BD soit institutionnalisé par le Gouvernement et sa durabilité est assurée.

L'ensemble de ces services devra être présenté et commenté mensuellement à l'ETR afin de valider les engagements de la firme et la bonne exécution de la mission

3. METHODOLOGIE DE L'EVALUATION

Les principaux indicateurs qui seront utilisés pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des produits de la consultation sont la haute qualité d'analyse, suivi efficace des recommandations et la présentation en temps utile des produits livrables.

La firme doit être disposée à soutenir l'échange de connaissances et le transfert de technologie avec d'autres projets / pays axés sur l'OPT BD dans le cadre de la coopération Sud-Sud.

La firme doit aussi être disposée et apte à soutenir une large consultation et une communication efficace entre les secteurs et entre les ministères, les communautés, etc. pour assurer le développement et l'utilisation efficaces de l'OPT BD à long terme en garantissant une

institutionnalisation de l'outil par le Gouvernement.

4. LIVRABLES

Les livrables attendus du Consultant sont les suivants :

Cahier de charges : le prestataire doit à établir un cahier de charges dans lequel il :

- présentera ce que doit être exactement l'architecture et le model conceptuel de l'outil ;
- indiquera le type de serveurs de données, de serveurs cartographiques, de serveurs web adéquat pour l'OPT BD ;
- indiquera les navigateurs adaptés que les clients / les utilisateurs doit utiliser pour consulter l'outil ;
- identifiera les types de données qu'on peut entrer et traiter ;
- indiquera le type de système d'exploitation adéquat pour faire fonctionner l'outil avec stabilité (windows XP, vista, 8, 10, mac, linux, etc.) ainsi que la configuration minimale requise de l'ordinateur (RAM, graphique, taille d'écran, etc.) ;
- le calendrier et la planification en adéquation de la bonne réalisation des charges relatives à la conception de l'outil;
- et d'autres propositions techniques que le prestataire juge indispensable pour assurer le bon fonctionnement et pérennité de l'outil.

OPT BD : LE PRODUIT PRINCIPAL DE LA PRESTATION EST UN SYSTÈME DE GESTION DE L'OCCUPATION DU SOL TENANT COMPTE DE LA BIODIVERSITÉ (OPT BD) LIVRÉ EN

PLUSIEURS ÉTAPES:

- ✓ Phase conceptuelle : schéma conceptuel validé et approuvé
- ✓ Phase intermédiaire de création : rapports intermédiaires validés et approuvés
- ✓ Phase de finalisation de l'outil : rapport final
- ✓ OPT BD fini

Rapports divers

Le consultant doit fournir les rapports suivants en français, en deux (2) copies papier originales et en copie électronique, en plus de tout autre document requis dans le cadre d'activités spécifiques.

Note: Toutes les cartes produites dans le cadre de cette consultation devraient être préparées et livrées dans des formats qui permettent au Gouvernement de les exploiter pour la mise à l'échelle nationale des acquis du projet et d'autres initiatives de planification, c'est-à-dire format SIG prêt permettant l'édition.

- i. **Un rapport initial** (rapport de démarrage) avec un plan de travail, incluant un calendrier et une méthodologie de mise en œuvre, deux (2) semaines après la signature du contrat. Présentation du plan de travail pour inclure le diagramme de Gantt généré dans Microsoft Project, compilation électronique des documents de référence pertinents et aperçu du mécanisme pour maintenir les liens de communication avec les autres consultants du projet. L'UCP organisera une rétroaction dans les dix (10) jours ouvrables.

- ii. **Rapport intermédiaire** sur les tâches de collecte et analyse de données, de cartographie, y compris les couches géoréférencées et les cartes de priorisation, et proposition de méthodologie / méthodologie normalisée pour l'évaluation et l'évaluation des terres. Défis rencontrés dans l'exécution de la consultation. Le rapport devrait également souligner les défis liés à l'accès aux résultats de la consultation interreliée et fournir des recommandations pour les résoudre. Le rapport intermédiaire décrira également les outils utilisés avec leur fonctionnement respectif dans chaque étape du développement de l'application OPT BD (Base de données, serveur, compilation, etc).
- iii. Projet de plan intégré d'utilisation du sol et les fichiers de formes pertinents.
- iv. Rapport sur l'examen public du projet de plan intégré d'aménagement du territoire, y compris recommandation pour résoudre les problèmes soulevés.
- v. Contributions au rapport sur l'évaluation environnementale stratégique (EES).
- vi. Projet final de plan intégré d'utilisation du sol et fichiers de forme pertinents.
- vii. Rapport sur les activités de formation entreprises.
- viii. Rapport de fin de prestation détaillant le travail entrepris, les difficultés et les défis rencontrés dans la conduite de la consultation, et les leçons apprises, etc.

Critères de qualité des livrables

Livrables	Principaux critères de qualité	Calendrier
Cahier de charges	<ul style="list-style-type: none"> • Cohérence entre les différentes parties du document ; • Rédaction dans un langage accessible à ceux qui ne sont pas spécialistes de la thématique ; • Contenu : <ul style="list-style-type: none"> ○ Compréhension du consultant de l'outil à élaborer ○ Les matériels et outils requis pour l'élaboration de l'outils ○ L'architecture technique de l'outil ○ Planning relatif à la réalisation des activités ○ Moyen humain 	<ul style="list-style-type: none"> • J+10
OPT BD	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de boîtes à outils permettant de suivre l'état de la biodiversité ; • L'outil est stable sur n'importe quel navigateur web et version du système. • Le design de l'interface • L'outil suit les normes internationales existants (test et vérification) : : ISO 9001, ISO 15939, IEEE 750 	<ul style="list-style-type: none"> • J+120
Rapports divers	<ul style="list-style-type: none"> • Rédaction dans un langage accessible à ceux qui ne sont pas spécialistes de la thématique. • Livrés à temps par rapport au calendrier prévu • Prise en compte des observations pertinentes • Rapport en conformité avec la situation et l'état de l'outil 	<ul style="list-style-type: none"> • J+45

5. ORGANISATION, ETAPES ET DUREE DE LA CONSULTATION

La mission s'effectuera sous la supervision de l'équipe de coordination du projet et des équipes techniques restreints (ETR) pour l'élaboration de l'OPT BD.

Etant donné que le projet concerne la Région de l'Atsimo Andrefana de Madagascar et que son Unité de Coordination est siégée au sein de la DREEF Atsimo Andrefana, le Consultant avec son Consortium national devra être siégé également à Tuléar. Ceci, afin de garantir une bonne mise en œuvre des suivis et des échanges entre les deux parties.

Cependant, l'hébergement ainsi que les besoins logistiques et administratives de son équipe (bureau, voiture, ordinateur, logiciel, fournitures, etc.) nécessaire à l'exécution de la consultation sont à la charge du Consultant. L'évaluation comprendra les étapes suivantes : Préparation et validation du rapport de démarrage, Visite-terrain, Restitution, Rédaction du rapport provisoire et final.

Les étapes sont décrites ci-dessous :

Activité	M1				M2				M3				M4				TEST	M9			
	S1	S2	S3	S4		S1	S2	S3	S4												
Démarrage																					
1	X	X																			
Création d'une base de référence géospatiale structurée et des strates de données thématiques synthétiques																					
2		X	X																		
Développement de l'application relatif à l'intégration des inputs de l'outil OPT BD																					
3				X	X																
4						X															
5						X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					
6								X					X				X				
7													X	X							
8																X					
Mise en ligne de l'outil OPT BD																					
9																X					
10																	X	X			
11																			X		
Formation et renforcement de capacité																					
12		X	X																		
13							X				X										
14				X											X						
15																X					
16	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X					

LEGENDE :

1	Démarrage des activités d'élaboration de l'outil OPT BD
---	---

2	Collecte et structuration des données nécessaires pour l'OPT BD à partir du diagnostic de SRAT
3	Conceptualisation de l'application OPT BD
4	Validation du schéma conceptuel de l'application OPT BD par l'ETR
5	Création de l'application OPT BD
6	Validation des rapports techniques intermédiaires pour chaque grande étape du développement de l'OPT BD
7	Mise en place d'un système d'entretien, de maintenance et de mise à jour automatique de l'OPT BD
8	Réception de l'OPT BD pour première mise en ligne à accès restreint
9	Mise en ligne à accès restreint de l'OPT BD
10	Affinage de l'OPT BD selon les observations lors des tests
11	Réception technique provisoire de l'OPT BD
12	Évaluation des capacités des parties prenantes pour l'exploitation, l'alimentation et la gestion de l'OPT BD et élaboration d'un plan de renforcement de capacité
13	Formation sur le webmapping de l'ETR
14	Formation de l'ETR sur la validation et le test de l'outil OPT BD
15	Formation de l'OBER sur l'utilisation de l'outil OPT BD
16	Renforcement de capacité et Transfert de compétence entre le consortium national et la firme internationale

6. CONDITIONS REQUISES

Personnel

La prestation requiert une expertise multidisciplinaire

Tout le personnel devrait avoir au moins :

- i.** Excellente maîtrise de l'anglais et du français écrit et parlé
- ii.** Solide connaissance et vaste expérience dans le développement et l'utilisation d'approches participatives dans la gestion des ressources naturelles à l'échelle d'un paysage
- iii.** Solide connaissance et vaste expérience dans l'intégration d'une importante et viable dimension environnementale dans la gestion du développement territorial
- iv.** Connaissance et expérience et au moins cinq (5) années d'expérience professionnelle dans les pays en développement, en particulier dans la région subsaharienne
- v.** Expérience professionnelle de plus d'un an à Madagascar serait un atout.
- vi.** La connaissance et l'expérience des directives et des normes du PNUD-FEM et / ou de ses conventions associées seraient un atout.
- vii.** Expérience dans l'élaboration de plans de développement régionaux, de plans d'occupation des sols et de zonage et d'initiatives similaires, en utilisant des travaux de terrain et des travaux de recherche pour répondre aux défis de gestion des ressources environnementales et naturelles
- viii.** Connaissance pratique des logiciels SIG pertinents

**EXPERTISE CLE : CHEF DE MISSION - SPECIALISTE EN PLANIFICATION
TERRITORIALE**

Qualifications et expérience :

- i.** Formé à un diplôme d'études supérieures en planification, géographie, Gestion de l'environnement ou des ressources naturelles ou domaine connexe
- ii.** Formation avancée en aménagement du territoire, gestion de l'environnement et développement local, la planification, y compris la planification sociale.
- iii.** Au moins dix (10) années d'expérience professionnelle dans la formulation de l'utilisation des terres, plans / plans de développement régionaux
- iv.** Cinq ans d'expérience professionnelle dans l'utilisation des SIG et d'autres systèmes d'informations sur les terres, outils d'analyse et de prise de décision
- v.** Bonne connaissance et compréhension des problèmes de gestion des terres et la planification du développement axé sur l'exploitation rationnelle de la biodiversité et des services de l'écosystème
- vi.** Familiarité avec les procédures du secteur public à Madagascar

Responsabilités :

- i.** la supervision des activités de l'équipe de conseil et assurer la livraison en temps voulu des produits;
- ii.** la préparation du plan de travail global, de la méthodologie et des termes de référence des membres individuels de l'équipe;
- iii.** évaluer la qualité de tous les résultats produits par les membres de l'équipe;
- iv.** discuter et fournir des directives et des conseils sur les révisions et modifications nécessaires;
- v.** Mener l'apprentissage en faisant des exercices d'entraînement
- vi.** La préparation des rapports figurant dans la portée des travaux

EXPERTISE CLE : SIGISTE INTERNATIONAL

Qualifications et expérience :

- i.** Un diplôme universitaire (Master minimum) spécialisé en géomatique
- ii.** Des fortes compétences en programmation
- iii.** Au moins 5 ans en tant que professionnel des SIG
- iv.** Des expériences éprouvées en termes de programmation WebGis de préférence : Openlayers, Geojason, Mapserver, Geoserver, postGIS, API, etc
- v.** A démontrer sa capacité en termes d'autonomie, d'adaptation à des contextes nouveaux
- vi.** A démontrer sa capacité à travailler dans un contexte multidisciplinaire et être proactif dans la recherche d'information
- vii.** Français et Anglais parlés et écrits

Responsabilités :

- i.** Collecte de données nécessaires dans l'élaboration de l'OPT BD
- ii.** Création d'une base de données géospatiale des couches d'informations thématiques de sources externes (services internationaux et nationaux) au projet identifié selon les normes du système
- iii.** Mise en place de l'architecture technique de l'OPT BD
- iv.** Utilisation des technologies Open Source pour le développement du Système d'Information OPT BD selon les normes techniques et fonctionnelles
- v.** Mise en ligne de l'OPT BD

EXPERTISE CLE : ECOLOGISTE OU ENVIRONNEMENTALISTE

Qualifications et expérience :

- i.** Titulaire d'au moins d'un diplôme universitaire (Master minimum BAC+4) spécialisé en biodiversité, sciences environnementales, écologie, foresterie, en gestion des ressources naturelles, ou tout autre domaine scientifique en relation avec la biodiversité et la gestion environnementale
- ii.** Au moins cinq (05) ans d'expériences en tant que professionnel dans le domaine de la conservation et gestion de la biodiversité
- iii.** Maîtrise de la politique environnementale et bonne connaissance des politiques sectorielles
- iv.** Connaissances du système d'information géographique
- v.** Forte capacité d'analyse, de rédaction, de planification, et d'organisation
- vi.** Apte à travailler en équipe pluridisciplinaire
- vii.** Apte à travailler en milieu rural, dans des conditions de déplacements fréquents et difficiles
- viii.** Bon sens relationnel
- ix.** La connaissance de la région Atsimo-Andrefana serait un atout

Responsabilités :

- i.** Collecte de données nécessaires dans l'élaboration de l'OPT BD
- ii.** Contribuer à la création d'une base de données géospatiale des couches d'informations thématiques de sources externes (services internationaux et nationaux) au projet identifié selon les normes du système
- iii.** Contribuer à la mise en place de l'architecture technique de l'OPT BD
- iv.** Apportant sa contribution et son expertise dans la spatialisation des données environnementales et sociales recueillies sur terrain et / ou échangées avec les partenaires du projet
- v.** Apportant sa contribution et son expertise dans l'interprétation des résultats d'analyses spatiales sur la biodiversité
- vi.** Apportant sa contribution et son expertise dans la mise à jour de la base de données relative à la biodiversité, profil environnemental et social des différents sites

EXPERTISE CLE : JURISTE SPECIALISE DANS LA GESTION ENVIRONNEMENTALE OU SIMILAIRE

Qualifications et expérience :

- i.** Titulaire d'au moins d'un diplôme universitaire (Master minimum BAC+4) spécialisé en droit environnemental et sectoriel
- ii.** Ayant une aisance rédactionnelle en français qu'en anglais
- iii.** Autonomie de travail
- iv.** Ayant une capacité à communiquer
- v.** Maîtrise de la politique environnementale et bonne connaissance des politiques sectorielles à Madagascar
- vi.** Forte capacité d'analyse, de rédaction, de planification, et d'organisation
- vii.** Apte à travailler en équipe pluridisciplinaire
- viii.** Apte à travailler en milieu rural, dans des conditions de déplacements fréquents et difficiles
- ix.** Bon sens relationnel
- x.** La connaissance de la région Atsimo-Andrefana serait un atout

Responsabilités :

- i. Analyser et examiner les données législatives relatives à l'environnement de la Région
- ii. Collecte de données nécessaires (textes, lois, etc) dans l'élaboration de l'OPT BD
- iii. Contribuer à la mise en place de l'architecture technique de l'OPT BD en y introduisant les cadres législatifs relatifs à l'environnement de la Région
- iv. Apporter sa contribution et son expertise dans l'analyse et l'interprétation des textes et lois sur l'environnement à Madagascar ou plus précisément dans la Région d'Atsimo Andrefana

AUTRES EXPERTISES

- Spécialiste en programmation et développement d'application web
- Spécialiste en design CSS, XHTML
- Spécialiste dans la conception et mise en place d'une base de données

Le Consultant est tenu de fournir le curriculum vitae de tous les experts mentionnés dans sa proposition dans le cadre de son offre.

Une partie de l'équipe doit avoir les qualifications suivantes :

- Excellente maîtrise du malagasy écrit et parlé
- Familiarité avec le dialecte du sud Malagasy

Pour les consultations publiques, descentes sur terrain et entretien avec les parties prenantes, le Consultant s'assurera d'une bonne traduction des discussions en Malagasy et au dialecte local.

Installation

Le projet ne prévoit pas d'héberger le consultant et les experts clés. Ce sera à la charge du Consultant retenu de subvenir aux besoins logistiques et administratives de son équipe (bureau, voiture, ordinateur, logiciel, fournitures, etc.) nécessaire à l'exécution de la consultation.

De plus, le consultant doit fournir des services administratifs, de secrétariat et d'interprétation suffisants pour permettre aux experts de se concentrer sur leurs responsabilités.

Note méthodologique

L'offre comprend une note méthodologique pour conduire la mission. Cette dernière permettra au panel d'évaluer le consultant sur la base de grille d'évaluation. **A noter que la méthodologie proposée par le candidat retenu sera par la suite amendée à la lumière de la revue documentaire et les exigences de l'organisation en la matière pour être soumise à la validation du comité d'évaluation.**

Les éléments du coût

- Offre financière détaillée de mission incluant les postes rémunération des experts et tous les autres frais en cas de journée de mission sur site ;

- Le consultant prendra à sa charge tous les frais de déplacements liés à l'exécution de sa mission incluant les frais de traduction en langue anglaise – le projet ne prendra aucun frais à sa charge ;
- La durée de la consultation est de quatre (04) mois avec un retenu de garanti de 05 mois et d'un rapport final tenant compte de toutes les remarques pertinentes par l'ETR lors de la phase de garanti ;
- Le premier paiement sera conditionné par la validation du cahier de charges à J+10. La disponibilité de celle-ci exonère le consultant de commencer sa mission.
- Les autres paiements sont conditionnés par la validation des rapports intermédiaires par l'équipe ETR tenant compte de la modalité du paiement suivante :

Livrable	Modalité de paiement (en %)
Démarrage (Note méthodologique, planning, cahier de charge validés)	15
1er rapport intermédiaire validé	20
2e rapport intermédiaire validé	25
3e rapport intermédiaire validé + OPT BD en version beta livré	30
Rapport finale validé et approuvé et réception du produit final	10

7. CONFIDENTIALITE

Le consultant retenu s'engage à respecter la confidentialité des informations professionnelles qu'il recevra ou découvrira durant la mission.

8. PENALITES DE RETARD

Les pénalités de retard seront d'application si la remise du rapport final excède de manière inconsidérée le chronogramme planifié par le consultant. Le PNUD avisera le consultant en cas de retard établi d'une date de remise attendue du rapport final n'excédant pas une semaine complémentaire non rémunérée. A partir du 8eme jour, une pénalité de 2% du marché par jour de retard sera appliquée. A partir de 10 %, le PNUD s'octroie le droit de renoncer au contrat de manière unilatérale sans contrepartie financière.

Section 4 : formulaire de soumission⁵

[insérez le lieu et la date]

A : [insérez le nom et l'adresse du coordonnateur du PNUD]

Chère Madame/Cher Monsieur,

La société soussignée propose par les présentes de fournir des services professionnels au titre de [insérez le titre des services] conformément à votre invitation à soumissionner en date du [insérez la date] et à notre soumission. Nous déposons par les présentes notre soumission qui inclut la soumission technique et la soumission financière sous plis séparés et fermés.

Par les présentes, nous déclarons ce qui suit :

- a) toutes les informations et déclarations indiquées dans la présente soumission sont exactes et nous reconnaissons que toute fausse déclaration y figurant pourra conduire à notre élimination ;
- b) nous ne figurons actuellement pas sur la liste des fournisseurs radiés ou suspendus de l'ONU ou sur toute autre liste d'autres organismes de l'ONU et nous ne sommes liés à aucune société ou personne figurant sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- c) nous ne faisons l'objet d'aucune procédure de faillite et ne sommes partie à aucune procédure en cours ou action en justice susceptible de compromettre la continuité de notre activité ; et
- d) nous n'employons et ne prévoyons d'employer aucune personne qui est employée ou qui a été récemment employée par l'ONU ou le PNUD.

Nous confirmons que nous avons lu, compris et que nous acceptons par les présentes les termes de référence qui décrivent les devoirs et responsabilités qui nous incombent aux termes de la RFP, ainsi que les conditions générales du contrat de services professionnels du PNUD.

Nous nous engageons à nous conformer à la présente soumission pour [insérez la durée de validité indiquée dans la fiche technique].

Nous nous engageons, si notre soumission est acceptée, à entamer la fourniture services au plus tard à la date indiquée dans la fiche technique.

Nous comprenons et reconnaissons pleinement que le PNUD n'est pas tenu d'accepter la présente soumission, que nous supporterons l'ensemble des coûts liés à sa préparation et à son dépôt et que le PNUD ne sera pas responsable ou redevable desdits coûts, quel que soit le déroulement ou le résultat de l'évaluation.

⁵ Le contenu du présent formulaire ne peut faire l'objet d'aucune suppression ou modification. Toute suppression ou modification du contenu du présent formulaire pourra entraîner le rejet de la soumission.

Cordialement,

Signature autorisée *[en entier avec les initiales]* : _____

Nom et fonction du signataire : _____

Nom de la société : _____

Coordonnées : _____

[le cas échéant, veuillez apposer le cachet de votre société sur la présente lettre]

Section 5 : Documents établissant l'admissibilité et les qualifications du soumissionnaire

Formulaire des informations relatives au soumissionnaire⁶

Date : [insérez la date (jour, mois, année) de la soumission]

RFP n°: [insérez le numéro]

Page n° _____

1. Dénomination sociale du soumissionnaire [insérez la dénomination sociale du soumissionnaire]		
2. En cas de coentreprise, dénomination sociale de chaque partie : [insérez la dénomination sociale de chaque partie composant la coentreprise]		
3. Pays d'immatriculation/d'activité effectif(s) ou prévu(s) : [insérez le pays d'immatriculation effectif ou prévu]		
4. Année d'immatriculation : [insérez l'année d'immatriculation du soumissionnaire]		
5. Pays d'activité	6. Nombre d'employés dans chaque pays	7. Années d'activité dans chaque pays
8. Adresse(s) légale(s) dans le(s) pays d'immatriculation/d'activité : [insérez l'adresse légale du soumissionnaire dans le pays d'immatriculation]		
9. Valeur et description des trois (3) contrats les plus importants au cours des cinq (5) années :		
10. Cote de crédit la plus récente (le cas échéant) :		
11. Brève description des antécédents en matière de contentieux (litiges, arbitrages, réclamations, etc.), en indiquant la situation actuelle et les résultats, s'ils sont déjà réglés :		
12. Informations relatives au représentant autorisé du soumissionnaire Nom : [insérez le nom du représentant autorisé] Adresse : [insérez l'adresse du représentant autorisé] Numéros de téléphone/fax : [insérez les numéros de téléphone/fax du représentant autorisé] Adresse électronique : [insérez l'adresse électronique du représentant autorisé]		
13. Figurez-vous sur la liste 1267.1989 du PNUD ou sur la liste d'exclusion de l'ONU ? (O / N)		

⁶ Le soumissionnaire doit remplir le présent formulaire conformément aux instructions. Sous réserve de la fourniture d'informations supplémentaires, aucune modification de son format ne sera autorisée et aucun formulaire de substitution ne sera accepté.

14. Des copies des documents originaux suivants sont jointes aux présentes :

- tous les documents d'admissibilité requis aux termes de la fiche technique
- s'il s'agit d'une coentreprise/d'un consortium, le protocole d'accord ou la lettre d'intention relative à la constitution de la coentreprise/du consortium ou l'immatriculation de la coentreprise/du consortium, si elle/il est immatriculé(e)
- s'il s'agit d'une entreprise publique ou d'une entité détenue/contrôlée par un gouvernement, les documents attestant de son autonomie juridique et financière et de sa conformité au droit commercial

Formulaire des informations relatives aux membres d'une coentreprise (si elle est immatriculée)⁷

Date : *[insérez la date (jour, mois, année) de la soumission]*

RFP n°: *[insérez le numéro]*

Page n° _____

1. Dénomination sociale du soumissionnaire : <i>[insérez la dénomination sociale du soumissionnaire]</i>		
2. Dénomination sociale du membre de la coentreprise : <i>[insérez la dénomination sociale du membre de la coentreprise]</i>		
3. Pays d'immatriculation du membre de la coentreprise : <i>[insérez le pays d'immatriculation du membre de la coentreprise]</i>		
4. Année d'immatriculation : <i>[insérez l'année d'immatriculation du membre]</i>		
5. Pays d'activité	6. Nombre d'employés dans chaque pays	7. Années d'activité dans chaque pays
8. Adresse(s) légale(s) dans le(s) pays d'immatriculation/d'activité : <i>[insérez l'adresse légale du membre dans le pays d'immatriculation]</i>		
9. Valeur et description des trois (3) contrats les plus importants au cours des cinq (5) années :		
10. Cote de crédit la plus récente (le cas échéant) :		
1. Brève description des antécédents en matière de contentieux (litiges, arbitrages, réclamations, etc.), en indiquant la situation actuelle et les résultats, s'ils sont déjà réglés :		

⁷ Le soumissionnaire doit remplir le présent formulaire conformément aux instructions. Sous réserve de la fourniture d'informations supplémentaires, aucune modification de son format ne sera autorisée et aucun formulaire de substitution ne sera accepté.

13. Informations relatives au représentant autorisé du membre de la coentreprise

Nom : *[insérez le nom du représentant autorisé du membre de la coentreprise]*

Adresse : *[insérez l'adresse du représentant autorisé du membre de la coentreprise]*

Numéros de téléphone/fax : *[insérez les numéros de téléphone/fax du représentant autorisé du membre de la coentreprise]*

Adresse électronique : *[insérez l'adresse électronique du représentant autorisé du membre de la coentreprise]*

14. Des copies des documents originaux suivants sont jointes aux présentes : *[cochez les cases correspondant aux documents originaux joints]*

- tous les documents d'admissibilité requis aux termes de la fiche technique
- les statuts ou l'immatriculation de la société mentionnée au 2.
- s'il s'agit d'une entité détenue par un gouvernement, les documents attestant de son autonomie juridique et financière et de sa conformité au droit commercial.

Section 6 : formulaire de soumission technique

<p>FORMAT DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION TECHNIQUE</p> <p>INSEREZ LE TITRE DES SERVICES</p>

Remarque : les soumissions techniques qui ne respecteront pas le présent format de présentation pourront être rejetées. La soumission financière doit être incluse dans une enveloppe séparée.

Nom de l'organisation/la société soumissionnaire :	
Pays d'immatriculation :	
Nom de la personne à contacter au titre de la présente soumission :	
Adresse :	
Téléphone/fax :	
Courrier électronique :	

SECTION 1 : EXPERTISE DE LA SOCIETE/ORGANISATION						
<p><i>Cette section doit expliquer de manière exhaustive les ressources du soumissionnaire s'agissant du personnel et des installations nécessaires à la satisfaction des exigences. L'intégralité du contenu de la présente section peut être modifié ou développé en fonction des critères d'évaluation indiqués dans la RFP.</i></p>						
<p>1.1 Brève description du soumissionnaire en tant qu'entité. Fournissez une brève description de l'organisation/de la société soumissionnaire, ses mandats légaux/activités commerciales autorisées, l'année et le pays de constitution, les types d'activités et le budget annuel approximatif, etc. Mentionnez sa réputation, tout antécédent en matière de contentieux et d'arbitrage auquel l'organisation/la société a été mêlée et qui pourrait compromettre ou affecter la fourniture des services, en indiquant l'état/le résultat desdits contentieux/arbitrages.</p>						
<p>1.2. Capacité financière. Fournissez les états financiers vérifiés les plus récents (état des résultats et bilan) dûment certifiés par un expert-comptable, ainsi que la certification de leur réception par l'administration fiscale du gouvernement. Incluez toute cote de crédit, notation professionnelle, etc.</p>						
<p>1.3. Réalisations et expérience. Fournissez les informations suivantes concernant votre expérience au cours des cinq (5) dernières années qui est liée ou utile à celle que le présent contrat requiert.</p>						
Nom du projet	Client	Valeur du contrat	Période d'activité	Types d'activités entreprises	Etat ou date d'achèvement	Coordonnées des références (nom, téléphone, courrier électronique)

SECTION 2 – APPROCHE ET PLAN D'EXECUTION

La présente section doit démontrer la prise en compte par le soumissionnaire des TOR en identifiant les différents composants proposés, en répondant aux exigences, telles qu'indiquées, point par point, en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles proposées, et en démontrant comment la méthodologie proposée respecte ou dépasse les exigences.

2.1. Approche des services/travaux requis. Veuillez fournir une description détaillée de la méthodologie selon laquelle l'organisation/la société se conformera aux TOR du projet, en gardant à l'esprit leur adéquation nécessaire aux conditions locales et à l'environnement du projet.

2.2. Mécanismes de vérification en matière d'assurance de la qualité technique. La méthodologie doit également inclure des informations sur les mécanismes de vérification interne du soumissionnaire en matière d'assurance de la qualité technique.

2.3. Calendriers d'exécution. Le soumissionnaire doit fournir un diagramme de Gantt ou un échancier de projet indiquant le déroulement détaillé des activités qui seront entreprises et leur chronologie respective.

2.4. Sous-traitance. Indiquez si des travaux seront sous-traités, à qui, quel pourcentage des travaux est concerné, les raisons sous-jacentes et les rôles des sous-traitants proposés. Une attention particulière doit être accordée à la description précise du rôle de chaque entité et de la manière dont tous les intervenants fonctionneront en tant qu'équipe.

2.5. Risques / mesures d'atténuation. Veuillez décrire les risques potentiels qui sont liés à la mise en œuvre du présent projet et qui peuvent avoir un effet sur l'obtention et la réalisation en temps voulu des résultats attendus, ainsi que sur leur qualité. Décrivez les mesures qui seront mises en place pour atténuer ces risques.

2.6 Informations et contrôle. Veuillez fournir une brève description des mécanismes proposés au titre du présent projet pour informer le PNUD et les partenaires, y compris un calendrier de présentation de rapports.

2.7 Stratégie de lutte contre la corruption. Définissez la stratégie de lutte contre la corruption qui sera appliquée dans le cadre du présent projet pour empêcher le détournement de fonds. Décrivez les contrôles financiers qui seront mis en place.

2.8. Partenariats. Expliquez tout partenariat avec des organisations locales, internationales ou autres qui est prévu pour la réalisation du projet. Une attention particulière doit être accordée à la description précise du rôle de chaque entité et de la manière dont tous les intervenants fonctionneront en tant qu'équipe. Nous vous incitons à fournir des lettres d'engagement émanant des partenaires et à indiquer si certains ou tous ont déjà travaillé ensemble de manière satisfaisante dans le cadre de projets antérieurs.

2.9 Déclaration d'information complète. Ceci a pour objet d'indiquer tout conflit d'intérêts potentiel, conformément à la définition correspondante figurant dans la section 4 du présent document, le cas échéant.

2.10 Autre. Toute autre observation ou information concernant l'approche et la méthodologie qui seront adoptées au titre du projet.

SECTION 3 : PERSONNEL

3.1 Structure de direction. Décrivez la méthode de direction générale en ce qui concerne la planification et la mise en œuvre de cette activité. Incluez un organigramme au titre de la gestion du projet décrivant les relations des postes et fonctions clés.

3.2 Répartition des heures du personnel. Fournissez un tableau décrivant les activités de chaque membre du personnel et la durée de sa participation. (Remarque : ce tableau est essentiel et aucun remplacement des membres du personnel ne sera toléré une fois le contrat attribué, sauf dans des circonstances extrêmes et avec l'approbation écrite du PNUD. Si un tel remplacement est inévitable, il ne pourra se faire qu'avec une personne qui, de l'avis du chef de projet du PNUD, sera au moins aussi expérimentée que la personne remplacée et uniquement avec l'approbation du PNUD. Aucune augmentation des coûts ne sera prise en compte du fait d'un remplacement.)

3.3 Qualifications du personnel clé. Fournissez les CV des membres du personnel clé (chef d'équipe, personnel de direction et d'encadrement) qui participeront à la réalisation du présent projet. Les CV doivent démontrer les qualifications des intéressés dans des domaines utiles au contenu des services. Veuillez utiliser le format de présentation ci-dessous :

Nom :		
Fonctions dans le cadre du contrat :		
Nationalité :		
Coordonnées :		
Pays d'acquisition de l'expérience professionnelle :		
Connaissances linguistiques :		
Formation et autres qualifications :		
Résumé de l'expérience :		
Expérience utile (à partir de la plus récente) :		
Période : du ___ au ___	Nom de l'activité/du projet/de l'organisation de financement	Fonctions et activités entreprises/description du rôle effectif :
<i>Par ex., de juin 2004 à janvier 2005</i>		
<i>Etc.</i>		
<i>Etc.</i>		
Référence n° 1 (au minimum 3) :	<i>Nom Fonctions Organisation Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
Référence n° 2	<i>Nom Fonctions Organisation Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
Référence n° 3	<i>Nom Fonctions Organisation Coordonnées : adresse, téléphone, courrier électronique, etc.</i>	
Déclaration :		
Je confirme mon intention d'exercer les fonctions indiquées et ma disponibilité actuelle pour les assumer		

pour la durée du contrat envisagé. J'ai conscience que toute déclaration volontairement inexacte de ma part peut entraîner mon élimination avant ou pendant mon engagement.

Signature du chef/membre de l'équipe

Date de signature

Section 7 : Formulaire de soumission financière⁸

Le soumissionnaire doit fournir obligatoirement la soumission financière dans une enveloppe séparée de la soumission technique, de la manière indiquée dans les instructions destinées aux soumissionnaires.

La soumission financière doit contenir la composition détaillée des coûts. Fournissez des chiffres séparés pour chaque regroupement ou catégorie fonctionnel.

Tous les soumissionnaires devront présenter leurs offres suivant le format ci-dessous au risque de ne pas considérer leur offre financière en cas de déviation.

L'offre financière à considérer dans le cadre des analyses sera le total de l'offre financière.

Le soumissionnaire doit présenter son offre tous frais compris pour la réalisation de la mission.

A. Composition des coûts par produit livrable*

SN	Produits livrables <i>[énumérez-les tels qu'ils figurent dans les TOR]</i>	Pourcentage du prix total	Prix (forfaitaire, tout compris)
1	Produit livrable 1		
2	Produit livrable 2		
3		
	Total	100 %	USD

* Base des tranches de paiement (voir les Tdrs).

B. Compositions des coûts par élément de coût :

Les soumissionnaires doivent fournir la composition des coûts au titre des prix indiqués ci-dessus pour chaque produit livrable à l'aide du format de présentation qui suit. Le PNUD utilisera la composition des coûts dans le cadre de l'évaluation du caractère raisonnable du prix, ainsi que pour le calcul du prix si les parties conviennent d'ajouter de nouveaux produits livrables au contenu des services.

Description de l'activité	Rémunération par unité de temps (par ex., jour, mois, etc.)	Période totale d'engagement	Nombre d'employés	Tarif total pour la période
I. Services fournis par le personnel				
1. Expert Chef de mission				
2. Autres experts				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
c. Expertise 3				
d. Expertise 4				
Autres				
II. Frais				
1. Frais de déplacement				
2. Indemnité journalière				

⁸ Le contenu du présent formulaire ne peut faire l'objet d'aucune suppression ou modification. Toute suppression ou modification du contenu du présent formulaire pourra entraîner le rejet de la soumission.

3. Communications				
4. Reproduction et Traduction des documents				
5. Autres à détailler				
III. Autres coûts connexes (détails à présenter)				

Section 8 : contrat de services professionnels

LE PRESENT DOCUMENT CONSTITUE LE MODELE DE CONTRAT DU PNUD FOURNI AU SOUMISSIONNAIRE POUR INFORMATION. LE RESPECT DE L'ENSEMBLE DE SES CONDITIONS EST OBLIGATOIRE.



Modelé Contrat et
Conditions générales

Type de contrat à signer :

Contrat de Service Professionnel

Fiche descriptive du contrat (Biens et-ou Services) du PNUD

Les conditions générales des contrats (biens et/ou services)

L'Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC) par le soumissionnaire est un critère d'attribution du marché. Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.

Suivre le lien ci-après pour le modèle de contrat avec les conditions générales :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/procurement/business/how-we-buy.html>



01-Prest-Modele-Co ntrats biens et Servigénérales du PNUD 01-Conditions

Contrat type de fourniture de biens et/ou services Erreur ! Signet non défini.
entre le **Programme des Nations Unies pour le développement** et [insérez le nom du Prestataire]-

1. Pays dans lequel les biens seront livrés et/ou les services seront fournis :	
2. PNUD <input type="checkbox"/> Demande de prix <input type="checkbox"/> Demande de proposition <input type="checkbox"/> Appel d'offres <input type="checkbox"/> Contrat de gré à gré Numéro et date :	
3. Référence du contrat (par ex., numéro d'attribution du contrat) :	
4. Contrat à long terme (« LTA »): [Oui] [Non] [cochez la case appropriée]	
5. Objet du contrat : <input type="checkbox"/> biens <input type="checkbox"/> services <input type="checkbox"/> biens <i>et</i> services	
6. Type de services :	
7. Date d'entrée en vigueur du contrat :	8. Date d'expiration du contrat :
9. Montant total du contrat : [insérez la devise et le montant en chiffres et en lettres] 9a. Acompte : [insérez la devise et le montant en chiffres et en lettres ou indiquez « sans objet »]	
10. Valeur totale des biens et/ou services : <input type="checkbox"/> inférieure à 50.000 USD (services uniquement) – Les Conditions générales du PNUD relatives aux contrats institutionnels (<i>de minimis</i>) sont applicables. <input type="checkbox"/> inférieure à 50.000 USD (biens ou biens et services) – Les Conditions générales du PNUD relatives aux contrats sont applicables. <input type="checkbox"/> égale ou supérieure à 50.000 USD (bien et/ou services) – Les Conditions générales du PNUD relatives aux contrats sont applicables.	
11. Méthode de paiement : <input type="checkbox"/> prix forfaitaire <input type="checkbox"/> remboursement des coûts	
12. Nom du Prestataire : Adresse : Pays d'immatriculation : Site Web :	
13. Personne référente du Prestataire : Fonctions : Adresse : Numéro de téléphone :	

Fax : Courrier électronique :
14. Personne référente du PNUD : Fonctions : Adresse : Numéro de téléphone : Fax : Courrier électronique :
15. Compte bancaire du Prestataire sur lequel les paiements doivent être effectués : Bénéficiaire : Nom du compte : Numéro du compte : Nom de la banque : Adresse de la banque : Code SWIFT de la banque : Code de la banque : Instructions d'acheminement des paiements :

Le présent Contrat se compose des documents suivants qui, en cas de contradiction, prévaudront les uns sur les autres selon l'ordre suivant :

1. la présente fiche descriptive (la « Fiche descriptive ») ;
2. les Conditions particulières du PNUD [supprimez si sans objet] ;
3. [les Conditions générales du PNUD relatives aux contrats] [les Conditions générales du PNUD relatives aux contrats institutionnels (*de minimis*)] [choisissez les Conditions générales applicables en fonction de la valeur totale du Contrat et supprimez les crochets] ;
4. les Termes de référence (TOR) et le Calendrier de paiement, incluant la description des services, les produits livrables et les objectifs de réalisation visés, les délais, le calendrier de paiement et le montant total du Contrat [supprimez si sans objet] ;
5. la Proposition technique et la Proposition financière du Prestataire, en date du [insérez la date], telles que clarifiées par le procès-verbal approuvé de la réunion de négociation, en date du [insérez la date] ; ces documents ne sont pas joints à la présente Fiche descriptive mais connus des Parties et en leur possession, et font partie intégrante du présent Contrat ;

Les documents qui précèdent, qui sont incorporés au Contrat par renvoi, constitueront l'intégralité du contrat entre les Parties (le « Contrat »), et remplaceront le contenu des autres négociations et/ou contrats, oraux ou écrits, se rapportant à l'objet du présent Contrat.

Le présent Contrat entrera en vigueur à la date de la dernière signature de la Fiche descriptive par les représentants des Parties dûment habilités à cette fin, et prendra fin à la Date d'expiration du Contrat indiquée sur la Fiche descriptive. Le présent Contrat ne peut être modifié s'il n'a pas fait l'objet d'un amendement signé par les représentants des Parties dûment habilités à cette fin.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités par les Parties, signent le présent Contrat au nom des

Parties au lieu et à la date indiqués ci-dessous.

Pour le Prestataire		Pour le PNUD	
Signature :		Signature :	
Nom :		Nom :	
Fonctions :		Fonctions :	
Date:		Date:	